

SOMMAIRE

- Remerciements
- Sommaire
- Liste des tableaux et graphiques
- Liste des abréviations

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PARTIE I : L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET SES RELATIONS AVEC LA CROISSANCE ECONOMIQUE

<u>Chapitre I</u> – Généralités sur l'investissement public	2
1.1 Définitions et rôles	2
a) Définitions.....	2
b) Rôles de l'investissement public	5
c) Notion du Programme d'Investissement Public (PIP)	9
1.2 Le financement de l'investissement public	10
a) Financement interne	12
b) Financement externe	13
<u>Chapitre II</u> – Aperçu théorique sur l'investissement public	16
2.1 Théorie de la croissance endogène	16
2.2 Intervention de Keynes sur les dépenses publiques	18
2.3 Théorie libéral	21
<u>Chapitre III</u> - La croissance économique et l'investissement public : leurs liens	22
3.1 La croissance économique	22
3.2 La contribution de l'investissement public à la croissance économique d'un pays.....	23
3.3 Etude de relation entre investissement public et investissement privé	26
a) A propos de l'investissement privé.....	26
b) Notion d'externalité positive	29

PARTIE II : LES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE : CAS MADAGASCAR

<u>Chapitre IV</u> – La croissance économique et la finances publique de Madagascar entre la période de 2003 et 2012.....	31
4.1. Evaluation de la croissance économique malgache.....	31

4.2. La finance publique	37
a) Recette publique.....	37
b) Dépense publique.....	37
c) Dette publique	39
<u>Chapitre V- Méthodologie</u>	40
5.1 Etude économétrique	40
a) Présentation d'un modèle avec ses avantages et limites.....	40
b) Tableau des résultats obtenus	41
5.2 Interprétations des résultats	42
<u>Chapitre VI- L'investissement public à Madagascar et recommandations</u>	46
6.1 L'investissement public malgache.....	46
a) Les forces et opportunités	49
b) Les faiblesses	49
c) Les différents niveaux attachés à l'inefficacité de l'investissement public	50
6.2 Analyse de la politique d'investissement public à Madagascar.....	55
a) Politique budgétaire	56
b) Politique fiscale	57
c) Les conditions de l'efficacité de l'investissement public	58
6.3 Recommandations pour améliorer l'investissement public afin d'aboutir à la croissance économique concrète de Madagascar.....	59
CONCLUSION	63
GLOSSAIRE	65
ANNEXE	
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	

Liste des tableaux :

<u>Tableau 1</u> :	Récapitulation des impacts économiques de l'IP	21
<u>Tableau 2</u> :	Evolution du PIB par secteur d'activité	36
<u>Tableau 3</u> :	Echange avec l'extérieur	36
<u>Tableau 4</u> :	Opération financière de l'Etat	38
<u>Tableau 5</u> :	Evolution de la dette publique malgache	39
<u>Tableau 6</u> :	Données d'étude des valeurs de PIB et l'IP	40
<u>Tableau 7</u> :	Indice d'IP et de PIB (base 100 en 2003)	45
<u>Tableau 8</u> :	Répartition sectoriel du PIP (en pourcentage du PIP)	46
<u>Tableau 9</u> :	Montants du PIP selon les ressources de financements	47
<u>Tableau 10</u> :	Evolution de l'IP à Madagascar	47
<u>Tableau 11</u> :	Pourcentage des doléances de corruption reçues entre 2004 et 2010	53

Liste des graphiques :

<u>Fig. 1</u> :	Evolution du PIB pour Madagascar	31
<u>Fig. 2</u> :	Taux d'inflation	32
<u>Fig. 3</u> :	Evolution du taux de croissance économique malgache	33
<u>Fig.4</u> :	Evolution de l'indicateur IDH pour Madagascar	35
<u>Fig.5</u> :	Nuage des points du PIB en fonction de l'IP	43
<u>Fig.6</u> :	Evolution de taux de pression fiscale	58

Liste des abréviations :

AASP:	Autres Apport de Services Publics
APD:	Aide Public au Développement
Ar:	Ariary
BIANCO:	Bureau Indépendant Anti-corruption
BTA:	Bon de Trésor par Adjudication
DSE:	Direction des Statistiques Economiques / INSTAT
DSRP:	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
DSY:	Direction des Synthèses économiques / INSTAT
EPA:	Etablissement Public à caractère Administratif
EPIC:	Etablissement Public à caractère Industrielle ou Commercial
f.o.b:	Free On Board
FBCF:	Formation Brute de Capital Fixe
FMI:	Fonds Monétaire Internationale
IDH:	Indicateur de Développement Humain
INSEE:	Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques
INSTAT:	Institut Nationale de la Statistique
IP:	Investissement Public
MEFB:	Ministère de l'Economie, de Finances et de Budget
MFB:	Ministère de Finances et de Budget
OCDE:	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
P.E.D:	Pays En Développement
PIB:	Produit Intérieur Brut
PIP:	Programme d'Investissement Public
PNUD:	Programme des Nations Unis pour le Développement
PPP:	Partenariat Public Privées
SADC:	Southern African Development Community
yc IPPTE:	y compris l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés

INTRODUCTION

La croissance économique est un objectif majeur des pays en voie de développement comme Madagascar qui a eu un taux de croissance seulement 2% en 2012. Pour atteindre cet objectif, l'Etat attribue un rôle principal dans le cadre d'allocation efficace des ressources en étant un producteur important par l'intermédiaire des services qu'il offre et par ses investissements massifs en exerçant une grande influence sur la production globale du pays grâce à ses dépenses publiques. En effet, la fiscalité lui permet d'orienter la production privée en favorisant par exemple une branche d'activité par des détaxations ou des impositions légères et le budget public lui permet de financer ses propres investissements qui sont moins soumis aux lois du marché et à l'obligation de rendement.

L'Etat crée de la richesse en faisant ce qu'on appelle l'investissement public dans son intervention dans l'économie par l'intermédiaire des projets et programmes conçus selon la disponibilité financière et la politique économique entretenue afin d'atteindre la croissance économique. Et en parlant d'investissement public, l'Etat malgache a investi massivement sur les infrastructures surtout entre 2010 et 2012 dont on peut citer la route nationale RN 45 d'Ambatondrazaka, les hôpitaux « manara-penitra », l'hôtel de ville de Tamatave, le stade de rugby Maki, le Colysée de Madagascar etc.

D'où la question qui se pose est : **les investissements publics sont-ils significatifs dans l'explication de la croissance économique de Madagascar?**

Nous allons apporter des éléments permettant de répondre à cette question pendant la période de 2003 jusqu'à 2012 en divisant ce travail en deux parties : la première partie concerne l'investissement public et ses relations avec la croissance économique et la seconde partie sera consacrée aux investissements publics et la croissance économique à Madagascar.

Ainsi, le but de cette étude est de :

- Mettre en évidence les relations entre le PIB qui est la variable représentative de la croissance économique d'un pays avec l'investissement public (IP) qui engendre des biens collectifs indispensable et joue des rôles importants dans la vie et aux activités des agents économique pour atteindre l'objectif de croissance économique.
- Faire des analyses s'il y a ou non des liaisons coopérants entre le PIB et l'IP en prenant le cas de Madagascar entre 2003 et 2012 pour pouvoir orienter sa croissance économique.

PARTIE I

L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET SES RELATIONS AVEC LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Dans le cadre de cette première partie, nous allons tout savoir sur l'investissement public, la croissance économique et leurs interactions en appuyant sur des théories économiques trouvées.

Chapitre I – Généralités sur l'investissement public

1.1 Définitions et rôles

a) Définitions

Tout d'abord, un investissement tout court est l'acte permettant d'accroître ou de renouveler tout type de capital comme le stock de moyen de production (machine, équipement de toute sorte etc.) et le développement des infrastructures, l'acquisition des connaissances et la formation des hommes. Et quand on parle de l'investissement, l'expression du capital (l'ensemble des richesses détenues par un agent économique comme l'Etat pour pouvoir financer ces investissements dans ses activités pour dégager des profits) est en étroite corrélation avec. Aussi, l'analyse de l'investissement public réside sur l'efficacité de l'accumulation du capital et si l'Etat n'arrive pas à l'exécuter alors il encourt des difficultés

HIRSCHMAN (1958) définit l'investissement : « les biens et services qui rendent possible l'activité économique ».

On distingue des investissements publics, des investissements privés, des investissements matériels et immatériels.

Mais ce que nous intéresse est les investissements publics qui sont des investissements dirigés par l'Etat dans le cadre de son intervention et justifier son poids d'action dans l'économie en vue d'améliorer ou d'accroître la capacité de production futur.

De plus, un investissement est qualifié public lorsque ses modes de financements ainsi que sa gestion est à la charge de l'Etat c'est à dire tous les investissements publics sont financés par l'Etat soit avec ses propres ressources financières, soit à partir des aides extérieures ou des emprunts.

Selon DELPHINE CAVALIER (une économiste Risque pays : Asie), l'investissement public est l'ensemble des dépenses engagées par l'Etat et les collectivités locales en équipement collectif, ce que l'on appelle aussi les infrastructures publiques. En fait, ce sont des investissements coûteux que le secteur privé ne peut pas tous supporter et inclus dans la

dépense public de l'Etat. Par exemple, certaines autoroutes, les dépenses d'armement, les infrastructures énergétiques, les terrains de sport, les écoles, les hôpitaux etc.

Ils sont constitués d'une part, des dépenses publiques dites de « consommation collective », investissements considérés comme « non productifs » qui ne prennent pas en compte l'évolution du taux d'intérêt ni l'efficacité marginale du capital (deux conditions à prendre en compte avant d'investir), et relevant d'une production « non marchande » (réseau routier, justice, police, éclairage public, enseignement public et recherche, défense nationale, etc.) c'est-à-dire qui ne se passe pas au niveau du marché. En effet, dans la logique non marchande, on peut dire que l'investissement public est destiné à la production des biens collectifs pour des « consommations collectives » et l'ensemble de la collectivité (entreprises et ménages) paieraient des impôts pour financer ces services. D'autre part la subvention d'une partie de l'accumulation du capital technique des entreprises qu'elles soient publiques ou privées.

En outre, le terme « investissement public » fait généralement référence à une définition de nature comptable et relève d'une approche fondée plus sur la nature de la dépense que sur sa fonction. Au niveau de la comptabilité nationale, l'investissement public est présenté par l'agrégat la FBCF qui comprend aussi bien l'accumulation de capital productif par les entreprises que les acquisitions de logements par les ménages et les acquisitions d'équipement collectif par l'Etat.

D'ailleurs, dans les comptes nationaux de l'INSEE, l'investissement public comprend :

- la « FBCF publique » qui est une mesure des flux financiers affectant l'actif des administrations hormis les amortissements des biens. Il s'agit donc d'un solde entre des dépenses augmentant la valeur de cet actif (achat de terrains, de bâtiments, construction de routes, etc.) et des recettes qui proviennent de la diminution de cet actif (cession de terrains, bâtiments, etc.) ;
- les « transferts versés » qui sont constitués d'aides à l'investissement d'autres tiers.

$$\text{Taux d'investissement} = \frac{\text{FBCF}}{\text{PIB}}$$

Ce ratio mesure la part du PIB consacrée aux investissements.

De façon précise, l'investissement public est le FBCF réalisé par les administrations publiques. Aussi, l'investissement public en tant qu'agrégat basé sur une définition comptable recouvre un champ qui évolue avec les normes comptables ou encore les modes de « coopération » entre les agents économiques (partenariat public-privé, décentralisation, etc.).

En générale, on distingue 4 secteurs dans lequel intervient l'investissement public dont :

- **Secteur Infrastructure**

Le secteur infrastructure regroupe les programmes de l'investissement touchant les travaux publics, les transports, l'énergie, l'eau et l'assainissement, télécommunication, l'urbanisme/aménagement du territoire.

- **Secteur productif**

Il regroupe les interventions dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de sylviculture, de l'industrie, de l'artisanat, des mines, du tourisme et de l'Environnement (les secteurs d'activités). Ce secteur met l'accent sur l'augmentation de la productivité, l'amélioration des cadres de vie des paysans producteurs ainsi que la protection de l'environnement alors le développement rural prend une place prépondérante dans ce secteur. De plus, l'investissement dans le progrès technique (dans la recherche et développement), dans les usines et des équipements.

- **Secteur Administratif**

Le secteur administratif concerne principalement le programme de bonne gouvernance ainsi que le partage de pouvoir par la déconcentration et la décentralisation. Mais si l'on considère la classification des fonctions de dépense des administrations publiques, ces dernières se décomposent en dix postes : les services généraux des administrations publiques, la défense, l'ordre et la sécurité publique, les affaires économiques, la protection de l'environnement, les logements et équipements collectifs, la santé, les loisirs, la culture et le culte, l'enseignement et la protection sociale.

- **Secteur social**

Il concerne les investissements sur l'amélioration du capital humain comme au niveau d'éducation, formation comme le démarrage du projet « éducation pour tous » à Madagascar. De plus, le développement au niveau de la santé sera de mise comme la construction des hôpitaux et de fournir des matériels médicaux nécessaires. En effet, le gouvernement mettra en avant aussi bien les intérêts du peuple que la relance économique en développant l'accès aux services de la santé et de l'éducation ainsi qu'en améliorant les infrastructures sociales. Ainsi, l'investissement public est l'ensemble des investissements fait par l'Etat au niveau des quatre secteurs dont l'infrastructure, social, administrative et productive.

En outre, la notion d'investissement public recouvre une grande variété d'actions et les besoins restent considérables alors l'État devrait éviter les abus, les éventuels gâchis dont les coûts peuvent être insupportables.

D'où, il est nécessaire de chercher de nouveaux financements qui permettent de les prendre en compte. D'ailleurs, il importe cependant d'avoir une vision globale qui puisse se dégager d'un consensus sur des priorités nationales qui doivent se décliner au plan local c'est-à-dire touchant vraiment la vie de la population. Dans un univers largement décentralisé, le nécessaire renforcement de la coordination des priorités par l'État central impose dans le respect des règles démocratiques.

b) Rôles de l'investissement public

L'importance de l'investissement publique est justifiée par ses impacts au niveau de l'économie en jouant des rôles décisifs dans le développement des sociétés.

- Tout d'abord, l'investissement public est destiné à stimuler, à faciliter l'activité économique et à mettre en place un cadre nécessaire pour l'expansion du secteur productif. Il se révèle indispensable à l'activité économique en permettant de maintenir ou d'accroître la quantité de capital mobilisable en étant un facteur d'accroissement de la productivité. A part cette vocation de développer les capacités productives, l'IP vise à accentuer le bien-être présent et futur de la population d'une nation.

- Aussi, « bien orienté, l'investissement public (particulièrement les dépenses pour le développement des capacités humaines et des infrastructures) permet d'élever l'efficacité des investissements privés et constitue un facteur déterminant de l'attractivité du territoire ». ¹

La qualité des investissements réalisés par l'Etat pour une période déterminée signifie une utilisation efficace des ressources en relation avec les objectifs de croissance.

À tous les niveaux, la maîtrise de la dépense publique et la soutenabilité de la croissance exigent de l'investissement public soigneusement choisi par les pouvoirs publics comme face à une situation de crise, de la récession économique etc. Dans cette perspective, l'intervention de l'Etat à travers l'augmentation de l'IP peut avoir un impact direct et à court terme dans l'économie.

Mais, au-delà de ces effets économiques, il nous faut rappeler que l'investissement sert un projet de société et sa projection dans l'avenir : « Les types d'investissement public les

¹ Dynamiser l'investissement productif en France (2008), Nasser Mansouri-Guilani, C.E.S., page 16.

plus importants sont ceux en faveur de l'éducation, de la recherche, des infrastructures et d'un certain type d'installations de production d'énergie. En se concentrant sur ces secteurs, la productivité globale du pays peut se renforcer à long terme. Dès lors qu'il existe des externalités, que l'on peut les mesurer, il y a une justification théorique à l'investissement public ».

Par exemple, pour faire face à la concurrence sur les nouveaux marchés d'exportations, il faut des infrastructures de grande qualité afin de pouvoir transporter les marchandises au moindre coût sur une longue distance

Dans le **rapport de la banque mondiale sur le développement dans le monde** (1994), l'investissement public dans les équipements d'infrastructures stimule l'activité économique, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Selon ce rapport, une étude conduite dans 85 districts de 13 Etats indiens montre que la réduction du coût des transports a entraîné un essor très important dans l'agriculture en facilitant l'accès des paysans aux marchés où ils écoulaient leurs produits.

De plus, dans d'autre **rapport de la banque mondiale** (1997), les investissements publics dans la santé, l'éducation et les infrastructures sont d'une rentabilité élevée grâce à l'externalité positive pour l'ensemble de la collectivité. L'accès à l'eau potable et la lutte contre les maladies infectieuses sont des services publics qui ont des effets externes importants mais que le secteur privé n'assurera pas en quantité suffisante ou ne fournira pas du tout.

- L'investissement public peut jouer un rôle social en permettant le développement de l'emploi à condition qu'il ne s'effectue pas dans le domaine où le secteur public peut concurrencer les activités des privés. En effet, l'implantation des infrastructures va créer de l'emploi et des sévices collectifs comme l'entretien de ces infrastructures pour préserver leurs qualités car un mauvais entretien peut réduire la qualité du service et accroître le coût pour l'utilisateur ce qui va créer un nouveau problème social par l'augmentation des dépenses de l'utilisateur. D'ailleurs, ces qualités aident à comprendre pourquoi un pays réussit alors les autres échouent à diversifier sa production, à développer ses échanges, à maîtriser sa démographie, à faire reculer la pauvreté ou à assainir l'environnement.

Notons aussi que l'insuffisance de l'entretien des infrastructures représente un échec presque universel et coûteux des prestataires de services d'infrastructure dans les P.E.D. Et les infrastructures publiques obsolètes contraignent la croissance comme dans de nombreux pays en développement (CORBO ET AL. 1992).

– En outre, il améliore les conditions générales de l'offre donc il joue un rôle stratégique certain dans l'économie d'un pays et dans l'élévation de son potentiel de croissance à moyen terme. Il y a aussi une forte notion de compétitivité attachée à l'investissement public puisque, en soignant et en développant ses infrastructures collectives, un pays va se faciliter la tâche pour attirer des capitaux étrangers qui vont à leur tour participer à la croissance économique du pays. Il est d'autant plus fort qu'il génère une activité « nationale » à faible teneur en importation.

– Les investissements publics couvrent la mise en valeur des ressources humaines et l'amélioration des infrastructures pour promouvoir le développement économique.

– Plus les dépenses destinées dans l'investissement public dans un pays s'accroît, plus l'économie a une tendance à la hausse et réciproquement comme l'augmentation du revenu national en améliorant le pouvoir d'achat, augmentation des quantités produites ce qui va améliorer l'exportation et peut réparer la balance commerciale déficitaire.

– Les développements récents sur les modèles de croissance ont élargi l'approche macroéconomique des dépenses publiques, traditionnellement circonscrite à la fonction de régulation conjoncturelle. La conclusion de ces types de modèle est que les investissements publics et les services publics apportent une contribution primordiale à la croissance économique². Dans cette perspective, l'Etat a potentiellement une grande influence sur le taux de croissance à long terme de l'économie.

Ces conclusions semblent indiquer qu'une stratégie active d'investissement public peut aboutir à la croissance économique. Par contre, si l'investissement public est destiné à développer et entretenir les infrastructures publiques et à fournir des services collectifs, il aura vraisemblablement un effet stimulant sur l'investissement privé.

MUNNELL A.H (1990) en réévaluant les estimations originelles d'ASCHAUER (1989) et les travaux d'HOLZ-EAKIN (1988) a trouvé que l'impact du capital public global sur la production et la productivité du secteur privé est très important. Selon ses calculs, une augmentation de 1% du stock de capital public provoque une augmentation de 0,34% de la production. Etant donné la taille du stock de capital public et le niveau de la production, cela correspond à une productivité marginale d'environ 60% pour le capital public. Ainsi, un dollar de plus investi dans le capital public, c'est 0,60 dollars de production en plus.

² R. BARRO (1990), « Government spending, in a simple model of endogenous growth », Journal of Political Economy

En guise d'illustration, vérifions les rôles de l'infrastructure :

L'existence d'un réseau routier favorise le développement de l'entreprise de transport afin de désenclaver les zones le plus loin et le secteur de l'agriculture commerciale pour écouler ses denrées alimentaires et des échanges culturels des gens et pour éviter la hausse du prix des produits qui varie en fonction de la qualité de cet infrastructure .D'où ceci stabilisera les prix des produits à la porté de tous et l'avènement de l'inflation qui est un maux de l'économie va être stabilisé.

D'où, si l'Etat construit ce réseau, la productivité globale des facteurs de production dans ces secteurs va beaucoup augmenter. Ce qui est certain, cependant, c'est que la capacité d'infrastructure et production économique vont du même pas.

D'ailleurs, à mesure que les pays se développent, l'infrastructure doit s'adapter à l'évolution de la demande dont la composition change au fur et à mesure par exemple que la part des routes dans l'ensemble du capital d'infrastructure augmente par rapport à celle des services de base comme l'eau et l'irrigation.

La primauté de l'investissement public dont une large part s'oriente vers le secteur industriel, permet à l'Etat d'exercer un contrôle direct sur certaines activités en finançant la quasi-totalité des infrastructures étant donné la spécificité de sa production et de l'intérêt public en jeu. .

– Les investissements publics créent ainsi des conditions propices à l'activité du secteur privé grâce à leurs effets positifs, qualifiés par les économistes d'externalités positives. Pour cela, les ressources destinées à leur financement doivent être utilisées efficacement et les biens publics créés devraient être bien entretenus pour qu'il n'y a pas d'effet d'engorgement (notamment l'encombrement des voies publiques) liés à leur utilisations.

C'est aux types d'infrastructures misent en place que l'on peut voir si la croissance fait tout ce qu'elle peut pour faire reculer la pauvreté. En effet, la plus grande partie des pauvres qui vit en milieu rural ou dans les quartiers insalubres, pollués et dangereux doivent bénéficier directement des bons services d'infrastructure et la croissance de la productivité agricole, et de l'emploi rural est étroitement liée aux services d'infrastructures, qui y sont assurés. Par exemple, en Chine, la mise en place d'un minimum de services de transport, de télécommunication et d'électricité au niveau des villages a entraîné le succès des entreprises rurales.

Ainsi, l'efficacité de l'investissement public réside dans l'influence de ce dernier sur la croissance globale et sectorielle de l'économie.

c) Notion du Programme d'Investissement Public (PIP)

On peut le définir comme l'ensemble des projets conçus par chaque ministère dans l'orientation de leur action pour la croissance du pays qui est financé par l'Etat avec ses ressources propres internes, ses emprunts et dons reçus et des ressources externes venant des bailleurs de fonds. Alors, la structure sectorielle du PIP reflète les priorités arrêtées par le Gouvernement.

A chaque PIP crée d'une année correspond à des orientations voire des objectifs imposés par l'Etat. Par exemple à Madagascar pour l'année 2005, le PIP a pour principaux objectifs : la poursuite de la mise en œuvre des actions prioritaires définies dans le DSRP et le renforcement des acquis des années antérieures, le renforcement des 22 Régions nouvellement constituées, pour leur permettre d'assurer pleinement leurs missions et valoriser leur compétence en véritable levier de développement. Pour l'année 2009, ces grandes orientations concernent surtout les constructions et/ou réhabilitations des infrastructures. Les programmes et projets ainsi adoptés naissent de la politique générale de l'Etat et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Enfin, en 2011, les grandes orientations stratégiques seront axées sur la poursuite de l'entretien et de la réhabilitation des infrastructures existantes. Les efforts seront aussi accrus sur le développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale, la mise en place des infrastructures d'assainissement, la réhabilitation et l'entretien des axes prioritaires ainsi que les ouvrages d'art.

Le PIP comprend :

- les dépenses d'investissements, les dépenses d'entretien routier et les dépenses courantes sur les financements extérieurs affectés à des projets ;
- les dépenses sur les financements intérieurs de l'Etat correspondants à des contreparties locales ;
- les dépenses sur autofinancement des budgets annexes ;
- les dépenses sur autofinancement des entreprises publiques et assimilées ;
- les dépenses sur ressources propres des collectivités décentralisées ;
- les autres financements internes sont constitués généralement par une contribution des populations.

L'importance de la généralité des investissements publics réside sur la connaissance de la difficulté, sur la conception et la réalisation du PIP.

Par ailleurs, les projets inscrits au PIP doivent répondre aux critères suivants :

- être cohérents avec les politiques macroéconomiques sectorielles et régionales ;
- avoir des effets positifs sur les finances publiques ;
- créateur d'emplois ;
- disposer du taux de rentabilité économique supérieur à 10% ;
- se soucier de l'équilibre régional ;
- avoir des effets positifs sur la balance des paiements.

Aucun projet d'investissement ne pourra être exécuté s'il n'est pas retenu pour inscription au PIP dont le contenu (annexé au projet de Loi de Finance) est approuvé annuellement par l'Assemblée Nationale.

Les grands axes d'orientation du PIP visent à redresser l'économie et concerneront entre autre la poursuite des constructions et/ou réhabilitations des infrastructures productives et sociales à impacts directs au niveau de la population.

Ainsi, la réalisation du budget de programme de gouvernement dépend du nombre de projet dans le PIP, envisagé au niveau des ministères comme à Madagascar en 2005 qui s'affiche 357 projets, 378 projets en 2011. Aussi, elle prend en compte également la pérennisation des investissements effectués pour la mise en œuvre de la politique de décentralisation et de déconcentration ainsi que la promotion du secteur privé - véritable moteur du développement économique.

1.2 Le financement de l'investissement public

La réalisation du projet d'investissement public dépend beaucoup de l'ampleur de son financement et ce financement est assuré par des ressources intérieures réalisées par l'Etat et des ressources externes venant des bailleurs de fonds.

Dans ce cas, l'Etat a trois fonctions dont: la fonction d'allocation des ressources (pour financer les biens et les services publics), la fonction de redistribution (pour corriger les inégalités) et la fonction de stabilisation macroéconomique (pour lisser les variations cycliques de l'activité)³.

Avant d'entamer les sources de financement, rappelons quand même les différentes acteurs participant à ce financement dans différent domaine dont :

³ Richard Musgrave (1956)

Domaine «ECONOMIE»

- Les bailleurs de fonds (multilatéraux et bilatéraux) et les ONG qui sont des partenaires financiers apportant des assistances, des coopérations techniques, aide alimentaire et secours d'urgence
- La Banque centrale qui est responsable de la stabilité monétaire
- Le trésor public qui est le caissier de l'Etat en gérant et maniant les fonds ou deniers publics
- Les Opérateurs économiques (les entreprises privées, les banques primaires qui accordent des financements à des projets de développement, les partenaires relais, qui jouent le rôle d'interface entre projets et bénéficiaires, assurent la finalisation de l'élaboration des documents de projet, la formation, le contrôle et le suivi de l'utilisation des financements en général et de l'application des nouvelles technologies en particulier) qui constituent le moteur de développement contribuant à l'amélioration des recettes fiscales
- Les Contribuables comme les agents économiques qui concourent à l'amélioration des recettes fiscales (paiement de divers impôts) et les bénéficiaires (dont la Population qui profite des infrastructures diverses) qui participent à la construction/réhabilitation de diverses infrastructures (en nature : apports de matières premières, main d'œuvre ou en espèce)
- Les Forces armées qui assurent la sécurité des biens et des personnes pour un développement harmonieux
- La Société civile qui sont des précurseurs ou catalyseurs

Domaine «POLITIQUE»

- L'organe exécutif (président de la république et le gouvernement) qui définit la politique d'investissement
- L'organe législatif (le parlement et le sénat) qui votent les lois de finances et ratifient les accords de crédits ou les accords de financements
- Les Politiciens ou les partis politiques qui émettent des critiques constructives selon leurs points de vue
- Le BIANCO qui assure indirectement que les financements soient utilisés selon les règles de l'Accord de Crédit ou Accords de financements et les lois en vigueur

Domaine TECHNOLOGIE

- Les Scientifiques et les intellectuels qui effectuent des recherches diverses pour un développement meilleur dans différentes domaines pour engendrer des progrès techniques.

– Les Opérateurs en infrastructure (comme en BTP, topographe et géomètre etc.) de toutes sortes qui contribuent à la construction et/ou réhabilitation des infrastructures.

a) **Financement interne**

Pour financer ses activités, la première source financière de l'Etat est les recettes intérieures obtenues à partir des recettes fiscales et des recettes non fiscales. La deuxième source est à partir des emprunts intérieurs même caractérisés comme dette de l'Etat envers les agents économiques nationaux tel que les banques primaires, les entreprises, etc. D'ailleurs, le financement des investissements publics est également assuré par les emprunts obligataires réalisés par l'Etat, ainsi que par le recours occasionnel de ce dernier à des emprunts auprès de leur banque centrale.

Les recettes fiscales

Les recettes fiscales sont constituées par des prélèvements auxquels les contribuables participent directement ou indirectement aux réalisations des activités de l'Etat. Dans ce principe, les prélèvements de l'Etat ne nécessitent pas une contre partie directe mais il peut y avoir une contre partie indirecte. La majorité des recettes fiscales est alimentée par l'impôt, les droits et taxes sur le commerce extérieur.

• **L'impôt**

C'est un prélèvement fiscal effectué sans contre partie ou contre prestation direct par l'Etat. Mais selon la fonction de redistribution de l'Etat, les contribuables peuvent sentir des contres parties indirectes comme l'utilisation de biens et services collectifs.

De plus, ce prélèvement au niveau des agents économiques est effectué par voie de contrainte comme le prélèvement effectué sur l'achat ou consommation de biens et services ou sur la vente de biens et services marchands. Il est également effectué sur l'offre des facteurs de production et sur les entreprises créatrices de valeur ajoutée comme le TVA.

En effet, l'impôt concerne principalement :

- Les personnes pour leurs revenus, leurs fortunes, leurs héritages.
- Les choses au moment des transferts de propriété, vente d'une entreprise, achat et vente des biens et titres ou bien par leur simple existence (impôt fonciers, impôt sur les propriétés immobilières).

D'où, on distingue les impôts directs c'est-à-dire prélevé et reçus directement par l'Etat et des impôts indirects qui nécessitent des entités intermédiaires avant d'être reçus par l'Etat. Prenons l'exemple sur la fiscalité de Madagascar, l'impôt direct est composé par

l'impôt général sur le revenu (IGR) qui est divisé en impôt sur les revenus salariaux (IRSA) et impôt sur les revenus non salariaux (IRNS) et il y a aussi l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM) et l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS). Et l'impôt indirect est constitué par le TVA et le taxe sur les transactions (TST).

- **Les droits et taxes sur le commerce extérieur :**

Ce sont des droits payés par les pays exportateurs et importateurs pour que ces produits puissent accéder aux pays destinataires comme le droit de douane (DD), le droit et taxes sur les importations (DTI), les droits et taxes sur les exportations (DTE) et le taxe unique sur les produits pétroliers (TUPP). Donc c'est une source d'accroissement de ressources intérieures de l'Etat surtout au niveau de réserve de devise car ils sont payés en général en devises étrangers.

Les recettes non fiscales :

Ils comprennent les recettes avec contrepartie (revenus de la propriété, excédents d'exploitation des unités des productions marchandes des administrations publiques, recettes de services, redevances...) auxquelles s'ajoutent les produits des amendes, confiscations, des cautions, donations privées, etc.

b) Financement externe

Il est assuré par les bailleurs de fonds (multilatérale ou bilatérale) comme la banque mondiale, le FMI, le BAD etc.

Dans les PED, la majorité des financements destinés à mobiliser les investissements publics dans le PIP est issue de l'aide extérieure par les bailleurs de fonds.

Mais le FMI propose qu'en matière d'investissement public, il est beaucoup plus efficace d'adopter une stratégie qui est le Partenariat Public Privée (PPP).

Ce PPP promet d'augmenter l'offre de service en particulier l'infrastructure sans peser excessivement sur les finances publiques d'un pays. En effet, une injection des capitaux et une dose de gestion privée peuvent assouplir les contraintes budgétaires limitant l'investissement d'infrastructure et stimuler l'efficacité de ce dernier. Par contre, il convient de les traiter avec une plus grande circonspection.

De plus, le PPP offre un moyen de ressortir les investissements du budget et la dette du bilan de l'Etat alors que celui-ci assume toujours l'essentiel du risque et peut se trouver confronter à des coûts importants qui seront au bout de compte répercutés sur les contribuables.

Pour que le PPP offre des services de grandes qualités et d'un bon rapport d'efficacité - coût aux consommateurs et à l'Etat, il faut qu'il y ait un transfert adéquat de l'Etat aux secteurs privés et une réglementation de la concurrence ou une réglementation incitative devrait être mise en place. Aussi, un cadre institutionnel approprié caractérisé par un non engagement politique, une bonne gouvernance et une législation de soutien claire s'impose.

Les autorités devront en outre affiner leur compétence en matière d'évaluation des projets et de hiérarchiser des priorités afin de pouvoir gérer un programme de PPP complexe. Cependant, la situation est d'autant plus délicate qu'il n'existe pas aujourd'hui une norme comptable internationale applicable aux PPP. Cette carence fait craindre un manque de transparence surtout en ce qui concerne les implications budgétaires à long terme de ce programme.

Enfin, les deux sortes d'aides extérieurs accordés aux PED comme Madagascar dont l'Aide Public au Développement ou APD et les Autres Apports de Service Public ou AASP.

- **L'Aide Public au Développement ou APD**

Par définition, l'APD est l'aide octroyée pour promouvoir le développement et qui est octroyé pour le secteur public officiel. Ce type d'aide est réservée pour les pays à faible revenu mais non pas pour les pays à revenu même intermédiaire qui font des prêts syndiqué c'est-à-dire qu'ils empruntent auprès des groupes de banques qui s'associent pour répartir les risques et ces dernières peuvent aussi émettre des obligations dans le marché en capitaux. Seulement, il faut que la solvabilité de ces pays soit élevée.

L'APD est en général composée par :

- les dons qui sont des aides octroyées au pays en voie de développement sans contre partie direct pour promouvoir le développement.
- les prêts concessionnels qui sont des prêts contenant des quantités planchés d'élément – don. Ces prêts occupent au minimum 25% selon l'OCDE et 35% selon les bailleurs de fonds.

Elément – don (ED) est obtenu par la formule suivante :

$$ED = \frac{\text{montant nominal du pret} - \text{valeur actualisé}}{\text{montant nominal du pret}} * 100$$

Le calcul de la valeur actualisée passe par la formule de l'actualisation:

$$\text{Valeur actualisée} = \frac{S}{(1+i)^n} \quad \text{avec } S : \text{la somme à actualiser et } n \text{ le nombre d'année.}$$

Si cette valeur actualisée est faible, l'ED est faible également.

En fait la valeur actualisée dépend du délai de grâce, du délai de remboursement, du taux d'intérêt et du taux d'inflation de même pour l'élément-don.

- **Les Autres Apport de Services Publics (AASP)**

Ce sont des aides accordées par les pays riches aux pays à revenus faibles et les pays à revenus moyens. L'apport est de type « non concessionnel » et l'objet de cet apport ne vise pas le développement du pays bénéficiaire (comme les crédits à l'exportation, aides militaires, etc.) ; ce qui le distingue de l'APD.

Chapitre II – Aperçu théorique sur l’investissement public

La théorie de la croissance endogène est la plus appropriée pour expliquer le fonctionnement de l’investissement public mais cela n’empêche pas à d’autre courant de pensée (Keynésienne et les libéraux) d’émettre leurs avis dans ce domaine de l’IP.

2.1 Théorie de la croissance endogène

La croissance endogène signifie la croissance née de l’intérieure du pays par la collaboration concomitante entre l’institution (Etat) et l’introduction du progrès technique.

La croissance est endogène au sens où elle ne dépend que des comportements des agents et des variables macroéconomiques. (BARRO, LUCAS, LEVINE, ROMER). D’où, la théorie de la croissance endogène a pour objet d’expliquer la croissance économique à partir de processus et de décisions microéconomiques c’est-à-dire de chaque agent économique acteur dans l’économie comme l’Etat, les ménages etc.

En outre, elle est présentée comme revalorisant l’influence des dépenses publiques dans l’économie et réhabilitant le rôle économique de l’Etat. Dans ce modèle de croissance, la contribution de l’Etat est souvent appréhendée par le niveau d’investissement public (Barro, 1990) qui est un indicateur de l’adéquation des infrastructures économique et sociale de base.

Elle est apparue aussi pour répondre aux limites du modèle de croissance exogène en particulier le modèle de Solow qui fondait la croissance économique sur le progrès technologique mais n’expliquait pas l’origine de ce dernier. En effet, la convergence de toutes les économies au sens de Solow n’est pas constatée empiriquement car au XXème siècle, l’Afrique n’a pas rattrapé les économies occidentales et d’autres économies ont régressé comme le cas de l’Argentine et de la Russie. D’ailleurs, le modèle de Solow a utilisé le progrès technique comme une variable exogène « une manne tombée du ciel » et Solow avait lui-même fait une autocritique de son modèle par l’existence d’une part inexplicable de la croissance qui était hors du champ économique.

Le premier modèle de croissance endogène a été établi par PAUL ROMER en 1986 dans un article intitulé « Increasing Returns and Long Run Growth ». Elle est basée sur l’idée d’une croissance auto-entretenu et que le progrès technique est endogène. En effet, il part d’une fonction de production admettant un nombre variable des paramètres correspondant aux différentes catégories de biens d’équipement en montrant comment la recherche et développement permet d’apparaître des nouvelles catégories de ces biens d’équipement.

C'est une théorie de la croissance (Romer, 1986) qui a endogénéisé la croissance de la productivité globale des facteurs en faisant appel à des externalités ou à des rendements d'échelle croissants au niveau de l'ensemble de l'économie font jouer un rôle productif aux dépenses publiques. Une source de croissance endogène peut être trouvée dans l'externalité produite grâce à l'existence d'infrastructures fournies par l'Etat.

Enfin, la croissance endogène a identifiée quatre facteurs principaux de croissance dont se sont repartis l'investissement : les rendements d'échelle, la recherche-innovation, la connaissance (le capital humain) et l'intervention judicieuse de l'État.

*** Les rendements d'échelle**

Si les rendements d'échelle sont majoritairement constants, certains investissements entraînent des rendements croissants qui augmentent ainsi le capital physique et poussent la croissance. Par exemple, les infrastructures publiques engendrent des externalités positives favorisant des économies internes chez les producteurs privés. En effet, les rendements d'échelle sont décroissants du point de vue privé mais constants au niveau agrégé si bien qu'une augmentation de la part des dépenses publiques dans le P.I.B stimule la rentabilité des inputs privés et engendre une croissance auto-entretenu.

*** L'innovation**

Elle est à l'issue du progrès technique qui est considéré comme l'un des facteurs de la croissance, ce n'est plus un « résidu » par rapport à l'apport des facteurs de production traditionnels considérés endogènes (ressources naturelles, capital, travail).

Paul Romer est le premier à avoir considéré l'innovation comme endogène car il fait apparaître intérieurement l'innovation du comportement, des initiatives et du développement des compétences des agents économiques.

L'innovation est alors une activité à rendement croissant qui augmente le stock des connaissances et le débordement de ces connaissances finit par être bénéfique à tous au lieu de se limiter à la firme innovante. Les firmes sont alors interdépendantes et la « course à l'innovation » de chaque firme bénéficie à l'ensemble des firmes et tire l'économie vers la croissance.

*** Le capital humain**

Les connaissances, les compétences et la motivation d'un individu contribuent à l'amélioration de la productivité de l'économie.

REBELO a introduit dans son modèle l'existence d'un capital humain qu'il note H . La dimension du travail L disparaît au profit d'un capital physique couplé avec le capital humain dans la fonction de production $F(K, H)$.

En outre, pour tenter d'améliorer le modèle néoclassique, ROBERT LUCAS va tenter d'expliquer le « générateur de la croissance » qu'est le changement technologique. Dans ce dessein, il va intégrer le capital humain dans son modèle qui s'inspire notamment des travaux d'UZAWA. En effet, le capital humain est un facteur qui modifie les conditions de la production.

KENNETH ARROW a affiné ce modèle en faisant dépendre la fonction de progrès de la quantité de connaissances déjà accumulée (qui sera plus tard appelée capital humain). Ceci a permis d'avoir une économie à rendement d'échelle croissant tout en ayant des firmes à rendements au mieux constants.

* **L'action publique**

L'action publique peut augmenter la productivité de l'économie en augmentant le stock de connaissances ou les infrastructures publiques. Dans le cas des infrastructures publiques, elles facilitent la circulation des biens, des personnes et de l'information, et que leur financement par l'impôt est alors bénéfique.

Les théories de la croissance endogène en accréditant l'idée d'un impact positif des dépenses publiques sur la croissance économique renvoient à l'étude de la productivité des dépenses publiques et de leur rationalité (allocation optimale des ressources publiques).

Les économistes fondant cette théorie légitiment l'intervention de l'Etat dans l'économie dans le cadre d'actions structurantes dont l'objectif est de doter l'économie un fondement solide permettant d'assurer un régime durable de croissance soutenue. De plus, l'impact de l'investissement public s'analyse ici dans le long terme et se juge sur sa capacité à se diffuser à l'ensemble de l'économie et à lui donner les moyens de perdurer.

Ainsi, la tâche des théoriciens de la croissance endogène a donc été de chercher les ressorts de l'économie qui lui permettent de croître durablement.

2.2 Intervention de Keynes sur les dépenses publiques

Avant la parution du modèle de Romer, le modèle keynésien d'HARROD-DOMAR qui met en avant une situation instable de la croissance à court terme.

Dans la théorie générale de Keynes, l'accent est mis sur le rôle que le budget de l'Etat peut jouer dans la recherche de l'équilibre économique.

Keynes a envisagé aussi le cas où les perspectives d'évolution de la demande ont été si défavorables que l'on ne peut guère espérer une reprise spontanée de l'investissement privé quelle que soit la faiblesse des taux d'intérêt. L'Etat peut alors soutenir l'investissement en augmentant les investissements publics. D'ailleurs, les politiques de soutien de la demande peuvent également passer par la hausse des revenus. Dans ce cas, on peut dire que l'investissement public est un moyen de secourir l'insuffisance de l'investissement privé dans l'économie soit une demande publique de remplacement pour se substituer à une demande privée défaillante.

A cet effet, l'augmentation des charges publiques selon la théorie keynésienne amène à une augmentation de la demande publique donc une élévation du revenu grâce à l'attribution de l'Etat qui régularise l'IP par la politique économique convenable. Et l'augmentation de l'ensemble du revenu entraîne une hausse du PIB ce qui signifie l'existence d'un effet positif de l'augmentation de la dépense publique sur la croissance économique.

En outre, dans le processus de stimulation de la demande que Keynes ait vraiment insisté, il a étudié l'effet de la dépense publique G dans la demande globale par le biais de l'effet multiplicateur et l'effet accélérateur.

- **Effet multiplicateur**

L'objectif de la multiplication keynésienne est d'atteindre le niveau de production de plein emploi où l'offre globale est égale à la demande globale et l'investissement (I) est égal à l'épargne.

Selon Keynes, dans une économie en situation de chômage, on pratique un supplément d'investissement ΔI qui donne lieu à une hausse de revenu $k\Delta I$ avec k le multiplicateur d'investissement : $k=1/1-c$.

Alors, $\Delta Y=k\Delta I$ avec Y : la production ; c : la propension marginale à consommer.

Un investissement d'une unité génère pour l'activité économique des retombées k fois supérieures et une augmentation des dépenses publiques ou des exportations nettes a un effet multiplicateur similaire.

Et le supplément de revenu permet de résorber le chômage par conséquent, le niveau de revenu d'équilibre s'approchera du revenu du plein emploi.

Il ne faut toutefois pas oublier le simple mécanisme du multiplicateur keynésien qui plaide en faveur de tout investissement quelque soit son origine. C'est dans cette optique que Michel ROCARD, au début des années quatre vingt dix avait déjà plaidé pour la création d'un fond européen pour la réalisation de grands travaux d'infrastructure.

A court terme, la politique d'investissement correspond à une politique keynésienne où l'augmentation des dépenses mène à une plus forte demande à travers le multiplicateur. Mais cet effet est réduit dans les PED comme Madagascar car les montants d'investissement en jeu sont trop faibles.

- **Effet accélérateur**

Le principe d'accélération est un mécanisme permettant de montrer qu'une variation de la demande de biens de consommation entraîne une variation plus importante de la demande de biens d'investissement. Et ce mécanisme d'accélération intervient quand on cherche à répondre à la question : quel effet exerce le niveau de la demande de biens de consommation sur le niveau de l'investissement ?

Ce principe a été formulé par les économistes J.M. CLARK et ALBERT AFTALION. D'ailleurs, Aftalion qui est l'un des premiers qui s'est penché sur le phénomène écrivait en 1913 qu'il suffit d'insensibles oscillations à la base de la pyramide économique pour déterminer de terribles ébranlements, des écroulements retentissants parmi les constructions qui sont au sommet. On a les éléments suivants dans la détermination de l'accélération :

I_t : investissement brut en t

I_{rt} : investissement de remplacement nécessaire au maintien de la capacité de production en t.

$I_{n,t+1}$: l'investissement nouveau en t+1

D_t : demande finale en t

K_t : capital en t

P_t : la production en t

Le capital nécessaire est : $K_{t+1} = k D_{t+1}$ avec k est l'accélérateur

Le capital existant est : $K_t = k P_t$

Or $I_{n,t+1} = K_{t+1} - K_t \implies I_{n,t+1} = k D_{t+1} - k P_t$

$I_{t+1} = I_{n,t+1} + I_{rt+1}$ d'où on a : $I_{t+1} = k (D_{t+1} - P_t) + I_{rt+1}$

En outre, l'idée centrale du principe d'accélération est que les variations du niveau de la demande de biens de consommation provoquent de fortes variations du niveau des investissements car l'investissement est l'un des composantes de la demande globale.

Par conséquent, l'existence du mécanisme d'accélération contribue au développement du chômage lorsque le rythme de croissance de la demande de biens de consommation fléchit.

Ainsi, dans la lecture keynésienne, l'investissement public est attendu comme un effet d'entraînement rapide sur le reste de l'économie.

2.3 Théorie libéral

Des hypothèses classiques qui ont conclues une situation de convergence des économies à un état de croissance stationnaire a été existé avant l'apparition du modèle de Romer.

En effet, le courant de pensée libéral comme le néoclassique est tout à fait contre à l'intervention de l'Etat dans l'économie en concluant que tous les politiques économiques faites par l'Etat sont inefficaces car le secteur privé ferait mieux à moindres coûts.

Selon **la théorie de l'équivalence ricardienne**, l'effet des dépenses publiques est totalement indépendant de la façon dont sont financées ces dépenses. Si le financement se fait par emprunt, cela implique que les individus anticipent que des impôts seront prélevés ultérieurement pour payer les intérêts et rembourser le capital, donc ils vont épargner davantage pour acquérir les titres émis par les pouvoirs publics. Leur richesse globale comme leur consommation est alors inchangée. Si le financement est monétaire, les agents prévoient l'émission régulière de nouvelle monnaie, ils anticiperont rationnellement l'érosion de leurs encaisses par l'inflation et épargneront en prévision de cet investissement. Il n'y a donc aucun effet multiplicateur sur la demande globale possible (Ricardo, Barro)

Ainsi, l'Etat, en favorisant l'investissement privé peut alors contribuer à faire coïncider le rendement privé et rendement social. C'est dans ce sens qu'on peut introduire l'individualisme méthodologique qui insinue que l'intérêt individuel c'est-à-dire de chaque agent économique (secteur privé) dans leur activité va conduire à l'intérêt général du pays entier.

Tableau 1 : récapitulation des impacts économiques de l'IP

Effets	Horizon temporel	Espace géographique	Impact sectoriel	Fondement théorique	Exemple
Conjoncturel	Court terme	Local (en fonction du projet)	Borné (le secteur du BTP pour l'essentiel)	Analyse keynésienne	Construction d'une ligne TGV et ses conséquences
Structurel	Long terme	Général	Étendu	Croissance endogène	Mise en service d'une ligne TGV et ses conséquences

Chapitre III – La croissance économique et l'investissement public : leurs liens

3.1 Croissance économique :

C'est un mouvement ascendant sur une longue période de la production des biens et services soutenue par un accroissement et l'efficacité des facteurs de production.

De plus, la croissance économique se réfère en général à une situation dans laquelle les valeurs de certaines variables macroéconomiques considérées comme importantes augmentent continuellement dans le temps.

La croissance résulte aussi d'un processus d'innovation et intellectuel qui conduisent précisément à des changements dans les structures productives.

D'où, la théorie keynésienne qui est une théorie à court terme n'est pas une théorie de la croissance, d'ailleurs J.M Keynes a lui-même souligné qu'il ne voulait pas faire une théorie de la croissance mais elle est souvent interpréter comme telle.

En outre, la croissance se distingue des concepts (qui ont des liens étroits avec la croissance) :

Expansion économique : c'est une hausse temporelle des grandeurs économique (production, investissement, consommation, ...) en court terme.

Progrès économique : il y a progrès économique lorsqu'on assiste à une satisfaction de besoin de la population dans son ensemble ; on assiste également à une amélioration des indicateurs sociaux et sanitaire, de la réduction des inégalités et de la réduction des coûts de la croissance économique. Ceci est accompagné par le progrès technique qui est l'innovation des nouvelles connaissances techniques qui modifie les processus productifs.

Développement économique : désigne l'ensemble des transformations des structures techniques, mental et institutionnel qui permettent l'apparition ou la prolongation de la croissance économique. Le terme développement est donc utilisé pour désigner la croissance économique à laquelle s'ajoute l'amélioration de la réparation du bien être à l'intérieur du pays. On utilise également le terme développement économique de façon plus technique pour désigner tous les effets complexes de la croissance voulue ou non, bénéfiques, préjudiciables ou neutres.

En d'autre terme, la croissance économique est un processus d'augmentation durable du volume de la production (une augmentation saisie sous son aspect purement quantitatif) de richesse par une collectivité nationale alors elle se définit dans le long terme par rapport à des variables réelles de l'économie comme l'agrégat PIB qui peut alors évaluer la croissance économique d'un pays.

Dans la comptabilité nationale, on peut calculer la valeur de cet agrégat selon l'optique de la dépense par la formule :

$$\text{PIB} = \text{CF} + \text{FBCF} + \text{VS} + \text{X} - \text{M}$$

avec CF : la consommation finale⁴, VS : la variation des stocks, X : l'exportation et M : l'importation.

On voit alors que l'agrégat FBCF qui peut représenter l'IP fait partie du PIB alors sa variation devrait avoir de l'impact sur ce dernier.

D'après PIERRE MASSE, les facteurs déterminant de la croissance économique sont :

- L'accumulation du capital qui est constitué par le capital technique, bien de production, bien d'équipement (machines, outils, usines, ...) ; c'est la somme des moyens de production et d'investissement. D'ailleurs, l'augmentation du capital est expliquée par l'augmentation de la production qui entraîne la croissance économique.
- Progrès technique et économique qui modifient les processus productifs grâce à des inventions des machines facilitatrices qui peuvent non seulement accroître la quantité de production mais sa qualité aussi.
- La formation et la promotion des hommes pour la qualité de travail qui est mesurée par la qualification de la main d'œuvre dépendant de l'amélioration de l'éducation et des conditions sanitaires pour accroître la productivité qui agit favorablement sur la croissance économique. D'ailleurs, l'étude de la banque mondiale sur les sept pays du sud-est asiatique à croissance rapide en 1993 souligne l'importance des dépenses d'éducation et d'infrastructure pour la croissance de ces pays.
- Le développement des échanges internationaux par le biais des importations et exportations dans le commerce international.

3.2 La contribution de l'investissement public à la croissance économique d'un pays :

L'étude de la relation entre investissement public et croissance économique s'inscrit dans le cadre de l'analyse effectuée par les théoriciens de la croissance endogène. Ces derniers justifient leur analyse par le fait que l'efficacité des politiques d'intervention publique affecte la croissance de l'économie.

De plus, cette contribution est vue à travers les rôles de l'investissement public selon l'efficacité de l'Etat qui mène une politique économique favorable à la croissance.

⁴ La quantité prélevée dans la ressource totale d'un agent économique en vue de satisfaire directement les besoins humains

Dans l'histoire, on a trouvé plusieurs illustrations d'investissements publics qui ont favorisés la croissance en améliorant la compétitivité économique d'un pays. De même, les dépenses d'investissements publics effectuées pendant les périodes de dépression ont été susceptibles de relancer l'activité économique.

En effet, une politique adéquate de dépenses publiques est de nature à régulariser l'accroissement du PIB car en évitant les chutes d'activités, elle s'oppose aux contractions périodiques du revenu et entretenir la croissance économique.

Nous prenons l'exemple de trois pays puissants dans l'histoire grâce au système de développement d'IP.

Le plus célèbre est une des réponses du New Deal aux Etats Unies face à la crise de 1929. L'intervention de l'Etat durant cette crise a aboutie à la création de la fameuse T.V.A. (Tennessee Valley Authority) le 10 avril 1933. Le plan prévoyait la construction de sept grands barrages, le développement de la navigation, la lutte contre les inondations, l'irrigation et la production d'électricité. Ensuite, les premiers travaux furent achevés dès 1942 et on comptait plus de cinquante barrages à la fin des années quatre-vingt et le trafic dépasse désormais 2,2 milliards de tonne-miles, soit cent fois plus qu'en 1933. En plus, la production d'électricité a atteint 95 milliards de kWh en 1988 et le prix de cette énergie est 40% moins cher que dans le reste des Etats-Unis. Ce qui a permis une véritable transformation de l'économie et dans les années soixante-dix comme la consommation moyenne d'énergie par habitant était deux fois et demie plus élevée que la moyenne nationale, les méthodes agricoles ont été améliorées, l'électrification des travaux et de la vie domestique est totale. En effet, le revenu individuel a été multiplié par dix-sept dans la région depuis 1933 alors qu'il n'a fait que décupler dans l'ensemble du pays.

L'industrialisation a été poursuivie et a permis le développement des centres spécialisés dans les domaines de l'aluminium et des engrais et la capitale régionale Knoxville est devenue non seulement un grand centre industriel mais aussi un important centre commercial entre les voies nord-sud et ouest-est qui ont traversés les Appalaches.

Dans cette histoire, l'investissement public a eu vraiment des effets externes positifs considérables pour la croissance des Etats Unis.

Dans le même ordre d'idée, en 1913, suite à l'invention de Graham Bell (un téléphone) et à l'investissement public du Royaume-Unis dans le réseau de communication, la General Post Office comptait 731.000 abonnés autant que la France et l'Allemagne réunis. Même si le coût fut élevé pour la puissance publique, il allait s'avérer qu'à long terme la

Grande-Bretagne s'est dotée d'un système de communication y compris la téléphonie plus performante que ceux des autres puissances.

La France ne rattrapa son retard qu'après la Seconde Guerre Mondiale avec les investissements massifs de France Télécom qui était encore une société publique. Il y a aussi le perfectionnement du réseau de communication qui a favorisé l'efficacité des entreprises et de l'économie dans ce pays.

On déduit à travers le développement de ces deux pays qu'une répartition des dépenses publiques globales en faveur de l'investissement public serait nécessaire afin de répondre à des besoins de croissance économique.

Beaucoup d'auteurs ont montrés que les investissements publics peuvent développer d'une manière intensive ou extensive les capacités de production et d'échange du secteur privé et favoriser la croissance du P.I.B. Et plus ces investissements représentent une part importante du PIB, plus le rythme de la croissance économique du pays concerné est élevé. De plus, l'investissement public agit sur la croissance parce qu'il agit sur la capacité de production et peut être la cause des fluctuations de l'offre et de la demande globales.

Et leurs externalités positives sur l'ensemble des facteurs de la croissance comme les investissements privés favorisent l'accroissement de la production et la croissance économique dans un pays.

Dans la mesure où une production plus importante engendre plus de recettes fiscales la gestion des finances publiques est facilitée par la croissance économique. Par exemple, la TVA prélevée par l'Etat sur presque tous les produits vendus génère des recettes fiscales proportionnelles au montant des ventes. D'ailleurs, quand les ventes des entreprises augmentent, les sommes qu'elles versent à l'Etat au titre de la TVA s'accroissent.

Ainsi, on aboutit sur le fait que la contribution de l'IP à la croissance économique dépend de la capacité de l'Etat à bien gérer les deniers publics surtout au niveau de ces investissements et l'efficacité de la politique économique suivie pour atteindre cette croissance. A preuve les points de vue de quelques auteurs suivants :

Pour SATTAR (1993), le rôle que joue l'Etat dans le processus de croissance est différent dans un pays développé et dans un pays en développement. Dans un pays à faible revenu, le budget de l'Etat est prioritairement composé d'investissement public pour lesquels on s'attend à des effets positifs significatifs sur la croissance.

Pour EASTERLY et R. LIVE (1997), l'explication du différence de la croissance entre pays requiert au-delà de la compréhension du lien entre la croissance et les politiques gouvernementales. Ils estiment aussi que la faible croissance économique en Afrique est liée

au faible niveau d'éducation, à l'instabilité politique, au faible développement du système financier, au fort déficit budgétaire et à l'insuffisance des infrastructures.

DEVARAJAN et al. (1996) ont analysé la relation entre les composantes des dépenses publiques et la croissance économique. Ils distinguent deux types de dépenses gouvernementales : les dépenses productives et les dépenses non productives. Ils estiment que l'effet sur la croissance de l'économie ne dépend pas seulement de la productivité physique des dépenses publiques mais il dépend aussi de la part du revenu qui est allouée aux dépenses gouvernementales.

GUPTA et al. (1995) : la productivité des dépenses publiques peut être définie lorsqu'on compare leurs rendements (ou les objectifs réalisés) aux dépenses effectives. Ils ont montré aussi que les dépenses publiques sont productives si elles sont rentables et si la dérivée du bénéfice marginal social de leur somme est égale à leur coût marginal social. Ils admettent aussi que les dépenses de nutrition, d'éducation et de santé sont relativement productives non seulement à cause de leurs impacts directs sur le bien-être mais aussi parce que les investissements réalisés dans ces domaines ont des effets bénéfiques pour le capital humain et donc favorables à la croissance.

3.3 Etude de relation entre investissement public et investissement privé

a) A propos de l'investissement privé

Nous pouvons considérer l'investissement privé comme l'investissement fait par chacun des agents économiques à part l'Etat et l'administration publiques comme les ménages, institution financière, administration privées, entreprise d'assurance, reste du monde dans ses activités économiques pour tirer des profits.

Certains investissements privés sont rattachés à des décisions publiques car : D'une part, le capital public améliore la productivité du capital privé tout en augmentant son taux de rentabilité et stimulant l'investissement. D'autre part, le capital public se substitue au capital privé provoquant un effet d'éviction de celui-ci et les résultats ont toutefois montrés que l'investissement public stimulait l'investissement privé.

A part les effets d'éviction macroéconomiques habituelles (hausse du taux d'intérêt, appréciation du taux de change, inflation lorsque l'économie est en plein emploi), une augmentation de la dépense publique peut induire des comportements de substitution des agents privés.

Une certaine catégorie des dépenses publiques comme les dépenses d'infrastructures permettraient d'augmenter la productivité marginale du capital privé par exemple une

entreprise car elles pourraient constituer des facteurs gratuits pour cet entreprise. Et l'amélioration des mécanismes incitatifs à travers les capitaux publics pourra permettre de mobiliser beaucoup plus de capitaux privés, tant nationaux qu'étrangers et qui génère la croissance économique dans les PED.

Cependant, deux contraintes principales pèsent sur les projets d'investissement privés notamment la fiscalité et surtout la contrainte de financement, ce qui signifie que la réduction de la fiscalité favorise davantage les projets d'investissement privés. Mais à ce niveau, on se heurte à une contrainte budgétaire de l'Etat car c'est avec les impôts que l'Etat finance en partie ces dépenses. D'ailleurs, le taux d'imposition joue un rôle positif important sur la croissance car quand le taux d'imposition croît, le capital public augmente (sous l'hypothèse que les impôts financent les investissements publics), et l'efficacité du capital privé augmente. Même si le taux d'imposition est modéré, il est difficile de l'augmenter sans que cela se traduise par une baisse générale de niveau de vie et l'impôt ne peut être que très modéré, c'est-à-dire peu productif ou socialement injuste et très rapidement intolérable. Malgré les coûts économiques qu'entraînent à long terme les réductions des dépenses d'infrastructure, les gouvernements considèrent que les réductions sont politiquement moins dommageables que les compressions d'effectif ou les réductions de salaire dans la fonction publique.

Parmi les dépenses de l'Etat, certaines contribuent directement ou indirectement à la productivité du secteur privé si nous ne citons que la fourniture d'infrastructures de base (routes, ponts, barrages, etc.), la contribution à la formation et l'entretien du capital humain (dépenses d'éducation et de santé) et la garantie des droits de propriété (sécurités intérieure et extérieure des personnes et de biens). En effet, l'investissement public sous forme de ports, de routes et de télécommunications crée l'infrastructure de base nécessaire à la réalisation de projets d'investissement privés rentables.

Et les analystes économiques ont approuvés ces contributions à la productivité privée comme BARRO en 1990 qui a enrichi le modèle de croissance endogène en incorporant les dépenses publiques qui sont supposées correspondre à des investissements en biens publics purs (dont l'usage est non-rival et non-exclusif) complémentaires des dépenses privées dans la détermination de la production. Notons que la non-rivalité est une caractéristique technologique du bien qui signifie que son utilisation par un agent n'empêche en rien son utilisation par un autre ou autrement dit ne réduit en rien la quantité disponible pour les autres. Tandis que la non-exclusivité signifie qu'aucun agent ne peut empêcher un autre d'en utiliser le bien.

Ainsi, l'investissement public apporte des effets contributifs aux acteurs privés en les incitant à investir massivement à condition que d'autres activités de l'Etat n'aboutissent pas à concurrencer les activités des secteurs privés tout en restaurant un climat de confiance entre eux. Selon EASTERLY et REBELO (1993) qui ont utilisés un large échantillon de pays pour étudier les liens entre l'investissement public et la croissance. Malgré une information parfois insuffisante, ils ont trouvés que l'investissement du gouvernement central qui vraisemblablement inclut la majorité des projets d'infrastructures est corrélé positivement à la fois à la croissance et à l'investissement privé. En subdivisant par secteurs, ils constatent que l'investissement public dans les transports et les télécommunications exerce l'effet le plus vigoureux sur la croissance.

RAMA M. (1993) s'est intéressé au problème de la substituabilité et de la complémentarité entre investissement public et investissement privé. Il défend ainsi la thèse selon laquelle l'accroissement des investissements publics se fait généralement au détriment des investissements privés. C'est à dire qu'il existe un lien de substituabilité entre les deux types d'investissement.

GHURA et MICHEL T. HADJIMICHAEL (1995) ont démontrés qu'il existe à long terme un lien entre les politiques économiques et la croissance. A l'aide d'un modèle économétrique issu d'une fonction de production de type Cobb-Douglas construit à partir de données transversales sur 29 pays de l'Afrique sub-saharienne de 1981 à 1992, ils tirent les conclusions suivantes:

- une augmentation de l'investissement privé a un impact très positif sur la croissance économique;
- les politiques macroéconomiques affectent la croissance économique, à travers leurs effets sur le volume et l'efficacité de l'investissement;
- la croissance est stimulée par les politiques de l'Etat qui visent à réduire le déficit budgétaire par rapport au P.I.B sans réduire l'investissement public, réduire le taux d'inflation, maintenir la compétitivité extérieure tout en empêchant la détérioration des termes de l'échange affectent négativement la croissance, promouvoir des reformes structurelles et le développement du capital humain en ralentissant la croissance démographique.

Tous ceux-ci sont en partie grâce au phénomène d'externalité positive apporté par les biens publics qui sont les fruits de l'IP sur les activités des agents privés.

b) Notion d'externalité positive

La théorie de la croissance endogène s'intéresse à l'étude des effets qualifiés d'externalités des biens publics sur la productivité du secteur privé et sur l'ensemble de l'économie tout en montrant en quoi plusieurs facteurs peuvent faire apparaître des externalités positives et être source de croissance pour la collectivité.

Selon VINER en 1931, l'externalité désigne une situation où un agent économique influe indirectement sur la situation d'autres agents sans qu'ils n'aient été consultés et ne touchent pas une quelconque indemnisation. L'agent responsable ou émetteur n'a pas pris en compte que son activité a apporté un effet positif ou négatif à d'autres activités.

Alors, une externalité peut être positive ou négative.

L'externalité positive (ou économie externe) est l'effet positif voire bénéfique apporté par une activité d'un agent économique (émetteur) sur l'activité d'un autre agent (récepteur), ce dernier le profite sans indemnité ou frais. Prenons l'exemple de WEBER en 2006 que les apports du progrès scientifique global sont des externalités censées profiter à tous sans qu'ils en aient à subir directement les frais.

C'est exactement cette situation ce qui se passe entre l'investissement public et celle de privé c'est-à-dire le premier engendre de l'externalité positive envers le second. Par exemple, la construction et réhabilitation des routes nationales qui est un investissement public permet à l'activité d'une entreprise de transport de se développer continuellement qui est ici un investissement privé. Mais les infrastructures sont financées par les ressources intérieures dont l'impôt payer par les bénéficiaires.

Le phénomène d'externalité apporte ainsi des modifications tant au niveau de l'émetteur qu'au niveau du récepteur selon SCITOVSKY (1954) qui a distingué deux sortes d'externalité dont les externalités techniques qui modifient la fonction de production d'un producteur par l'action d'un tiers et les externalités pécuniaires qui modifient la fonction de coût d'un agent par l'action d'un tiers. De même ANTONELLI en 1995 a confirmé les externalités technologiques (comme les logiciels libres et les appareils performants) ont pour effet de modifier la productivité totale des facteurs et donc de modifier potentiellement la fonction de production individuelle de chaque firme.

Il faut plusieurs années pour construire une autoroute ou un aéroport. D'ailleurs, il faut un certain temps pour que beaucoup d'agents privés puissent utiliser les nouvelles infrastructures (cela requiert une nouvelle organisation de l'activité privée, voire de nouveaux investissements). C'est ainsi que, DEVARAJAN, SWAROOP et ZOU (1993) estiment que les

investissements publics n'affectent positivement la production privée qu'après cinq ans. Pour le cas de la Tunisie ce délai est estimé à trois ans.

RICARDO FAINI (1994) pense qu'il faut résister à la tentation de réduire encore plus l'investissement public car si l'accroissement des investissements publics profite à des infrastructures ainsi qu'à leur entretien ou encore à fournir des bons services collectifs, alors il sera possible que les effets sur l'investissement privé soient positifs.

Les tentatives de vérifications empiriques sont nombreuses et la plupart d'entre elles cherchent à déterminer l'importance des infrastructures publiques pour la capacité productive du secteur privé sur ses coûts de production et sur son niveau de profitabilité. Presque toutes sont des estimations de fonction de production, avec capital public et capital privé et non les dépenses publiques comme dans le modèle théorique.

Ainsi, la plupart d'entre elles concluent que le capital public exerce une influence positive importante sur la performance économique du secteur privé. C'est dans ce sens qu'on peut appliquer la méthode individualiste des libéraux qui insinue que l'intérêt individuel c'est-à-dire de chaque agent économique (secteur privé) dans leur activité va conduire à l'intérêt général. Alors, l'Etat assure que ses investissements publics favorisent les activités économiques des gens par le biais de l'externalité positive.

Partie II

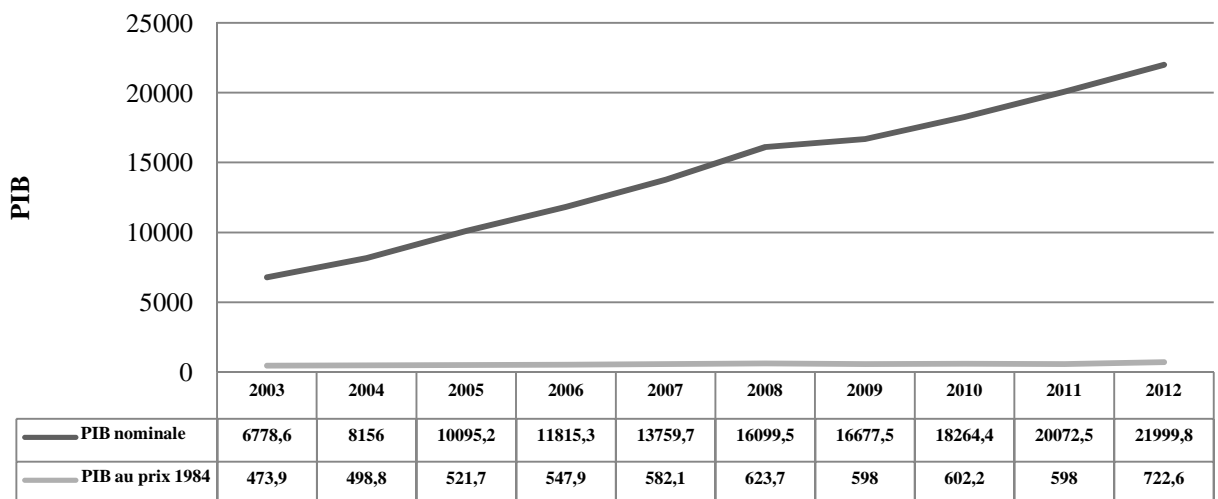
LES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE : CAS MADAGASCAR

Dans le cadre de cette deuxième partie, nous allons analyser s'il y a une coopération entre l'investissement public et la croissance économique en prenant le cas de Madagascar.

Chapitre IV – la croissance économique et la finance publique de Madagascar de 2003 à 2012

4.1 Evaluation de la croissance économique malgache

Fig. 1 : Evolution du PIB (en Milliard d'Ar) pour Madagascar



Source : INSTAT

A travers ce graphique, la croissance économique malgache évolue très lentement de façon ascendante. Cette lenteur peut s'expliquer par la chute du pouvoir d'achat de la population malgache provoqué par les crises politiques de 2002 et 2009 alors leurs revenus sont faibles destinés dans une grande partie pour la consommation ce qui aboutit à la faiblesse de la demande globale et provoque des impacts négatives au niveau des producteurs.

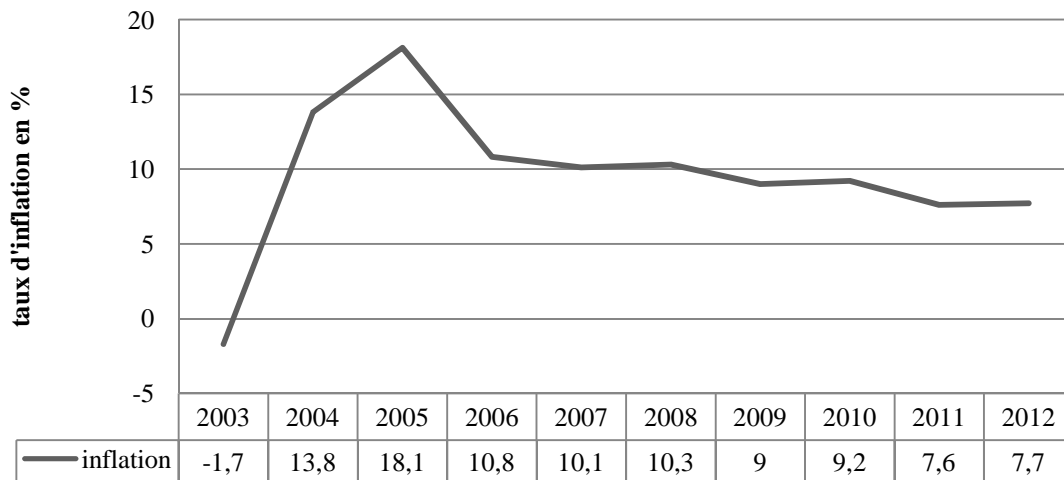
Depuis 2007, le PIB malgache s'est redressé grâce à l'expansion des activités extractives comme la construction de deux grands projets miniers (ilménite et nickel/cobalt), les investissements dans les infrastructures publiques, la bonne tenue du secteur secondaire et la bonne gouvernance.

En outre, l'un des principales maux de l'économie dans n'importe quel pays est l'inflation (une hausse généralisée et continue des prix des biens et services), voilà pourquoi

l'étude de croissance d'un pays nécessite toujours son évaluation pour pouvoir orienter cette croissance.

Le graphique suivant résume l'évolution de l'inflation qui est un problème économique pour Madagascar :

Fig. 2: Taux l'inflation



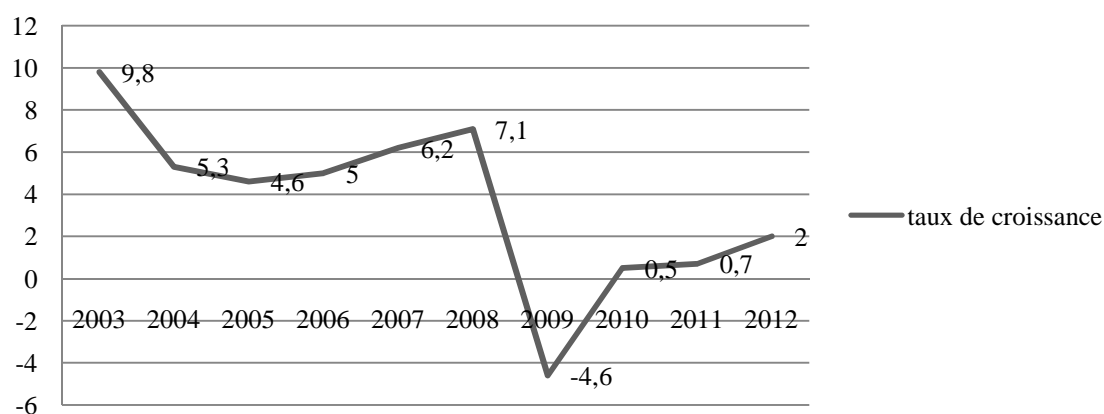
Source : INSTAT

On observe que l'inflation à Madagascar a atteint le pic de 18,1% en 2005 et ensuite elle a oscillée entre 7 et 10%, ce qui semble encore élevé car le pouvoir d'achat des malgaches ne cesse de chuter. En effet, l'inflation à Madagascar est de type inflation par les coûts (qui est due à une hausse autonome des couts de production sans qu'il y ait excès de la demande) liée aux structures internes de l'économie nationale dont qui a engendré la hausse insupportable de prix du PPN à Madagascar durant cette période.

Ainsi, on peut caractériser l'économie malgache par deux aspects défavorables dont :

- **Economie vulnérable avec croissance non entretenue** :

Comparée à la croissance en Afrique subsaharienne, celle qu'a connue Madagascar est minime à cause des effets de la crise sociopolitique interne de 2009 qui a eu des conséquences significatives sur la situation économique générale du pays. Il y a aussi, l'impact de la crise financière internationale de 2008 qui se sont traduites par la réduction significative des flux de capitaux « aides budgétaires et dons-projets » vers Madagascar et la faiblesse du niveau de la demande tant locale qu'internationale.

Fig. 3 : Evolution du taux de croissance économique malgache

Source : INSTAT

La période allant de 2003 à 2012 dans l'économie malgache est caractérisée par la succession des différentes situations favorables et défavorables entraînant cette fluctuation du taux de croissance économique.

On remarque à travers ce graphique que l'année 2003 a connu un taux de croissance la plus élevé (9,8%) et celle la plus horrible est l'année 2009 en atteignant un taux négatif - 4,6% à cause de la crise politique qui a troublé l'économie malgache. Cette hausse de croissance en 2003 a été essentiellement tirée par l'investissement qui a connu une augmentation importante non seulement au niveau des investissements publics en matière d'infrastructures programmés mais aussi des investissements du secteur privé. De plus, l'augmentation des exportations suite au retour à la normale de la situation après la crise.

Malheureusement des années après, l'évolution de la croissance économique est devenu faible seulement 0,5% en 2010, 0,7% en 2011 et 2% en 2012. Cette faiblesse du taux de croissance de l'économie malgache peut s'expliquer par la chute du pouvoir d'achat des malgaches depuis fort longtemps avec un taux de croissance démographique élevé aux environs de 3% par an se traduisant par la diminution du revenu par tête des gens.

Ainsi, malgré les différents systèmes et stratégies politique imposés pour atteindre la croissance et développement si nous ne citons que le « boky mena » du président RATSIRAKA, la politique d'ajustement structurelle (PAS) imposé par le FMI ; le DSRP ou document stratégique pour la rénovation politique approuvé par les institutions de la Bretton Woods en 2003, le MAP (Madagascar Action Plan) en 2007 du président RAVALOMANANA etc. Tous ceux-ci n'ont pas connues vraiment d'une évolution nette et claire de la croissance économique malgache.

D'où, la nécessité de trouver d'autres horizons tout en combinant tous ces stratégies pour le dépistage des problèmes endurés par la population dans tous les circonscriptions depuis les « fokontany » jusqu'aux régions.

Effectivement, Madagascar dispose d'une richesse énorme en biodiversité, en ressources minières, en écosystème et même en ressources humaines .Cependant, les malgaches restent pauvres tout en recouvrant ces richesses faute de l'inexistence des moyens nécessaire, manque des connaissances et des expériences pour les exploiter.

- **La dépendance financière envers l'extérieur**

C'est l'un des caractéristiques de l'économie dans les PED et pauvres dont Madagascar fait partie. Il y a un manque considérable de capitaux pour faire fonctionner l'économie que ces pays ont besoin des appuies financières venant de l'extérieur. Pour Madagascar, presque 69% des ressources extérieures sont destinées à financer les investissements publics de Madagascar. En effet, l'instabilité ou pire l'arrêt des aides extérieures peut aboutir à l'échec de la croissance économique du pays.

De plus, l'Etat malgache est endetté de l'intérieur qu'à l'extérieur d'où le recours à l'émission des BTA mais la dette publique malgache est encore supportable par l'Etat tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Et même si la majorité de nos dettes extérieures ont été annulées actuellement par le biais de l'IPPTE venant du Club de Paris, Club de Londres etc., il nous faudrait aussi penser au remboursement de la partie en instance ainsi que des dettes qui découleront des nouveaux emprunts.

En outre, la dépendance aux financements extérieurs constitue un frein à l'économie nationale car les critères de réalisation pour régler les dettes sont dictés par le FMI.

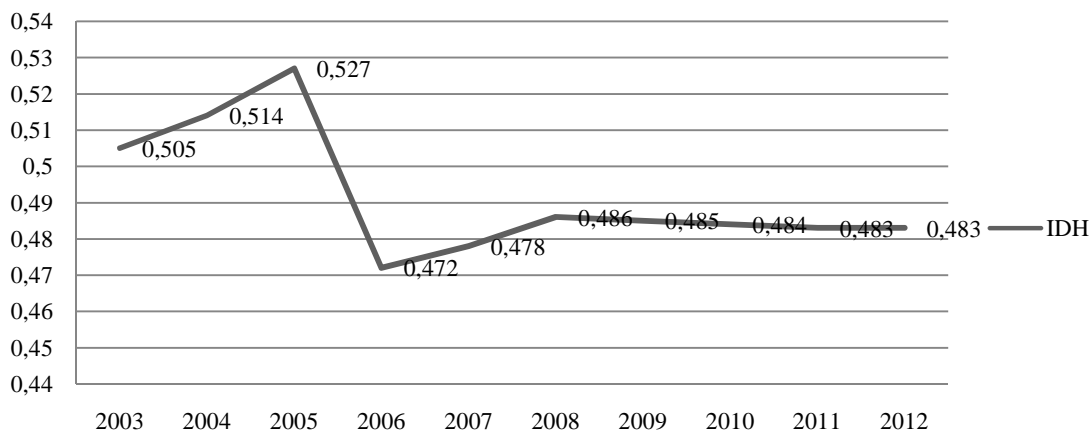
L'insuffisance des ressources internes dont les financements des investissements publics entre 2000 et 2006 ne couvrant en moyenne que 36%.

La dépendance aux ressources extérieures pour le financement de la stratégie de développement est en partie liée au fait que les capacités de mobilisation des ressources fiscales du pays demeurent limitées et le taux d'imposition devient plus faible comme dans la plupart des pays africain. Pour tenter de remédier à cela, la grande ile s'est engagé depuis 2007 dans une vaste réforme du système fiscal qui vise non seulement à rendre le système d'imposition plus simple et plus transparent mais également à rendre l'administration fiscale plus performante et à lutter plus activement contre la fraude et la corruption. Cet accroissement des capacités de mobilisation est une nécessité compte tenu du fait que plus de la moitié des ressources fiscales sont prélevées sur le commerce extérieur, alors que le pays

est engagé dans un processus de libéralisation commerciale avec ses partenaires dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), d'une part, et des accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE), d'autre part.

Ainsi, l'arrêt des aides budgétaires et des financements extérieurs a entraîné la dégradation des conditions de vie de la population en général suite aux pertes d'emplois (effet à court terme) d'une part, et le recul de la croissance économique et du développement économique du pays faute de l'insuffisance de financement des projets. De plus, la faible contribution de l'investissement public à la croissance peut s'expliquer par son impact restreint sur la demande globale.

Fig. 4 : Evolution de l'indicateur IDH pour Madagascar



Source : PNUD

L'IDH est un indicateur économique qui prend en compte trois indices spécifiques qui se rapportent à l'étude du PIP dont l'indice de longévité sur l'espérance de vie qui intègre la santé des gens, l'indice du savoir et le taux d'alphabétisation des gens qui intègrent le niveau d'instruction et l'indice de niveau de vie.

On remarque à l'aide de ce figure que l'IDH malgache s'est amélioré entre 2003 et 2005 en atteignant le niveau plus élevé (0,527) en 2005 mais l'année suivant elle a chuté jusqu'à 0,472 qui est le niveau le plus bas.

En effet, l'IDH de Madagascar est de type moyen en s'évaluant autour de 0,5 et il est classé 151^{ème} parmi 187 pays du monde en 2012.

Tableau 2: Evolution du PIB par secteur d'activité (en Milliard d'Ar)

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Au prix courant										
Secteur Primaire	1 814,7	2 135,2	2 592,1	2969,1	3218,9	3 589,3	4 392,7	4902,5	5213,8	5224,2
Secteur Secondaire	955,3 1	182,5 1	445,0 1	743,8	2 037,4	2 340,7	2468,2	2421,9	2734,4	2898,5
Secteur Tertiaire	3 499,7	4148,7	5 193,8	6 198,1	7 409,7	8 726,6	8 619,4	9217,6	10201,3	10435,9

Source : MFB

Ce tableau montre qu'à part le secteur primaire qui est le secteur dominant à Madagascar, le secteur tertiaire commence à se développer dans l'économie malgache comme au niveau de la télécommunication en atteignant au prix courant sa part dans le PIB en 2009 à 8619,4 milliard d'Ariary.

En outre, en terme d'échange extérieur (permettant d'évaluer la circulation des devises qui entre et sort du trésor public) pendant cette période de 2003 à 2012, la balance commerciale de Madagascar reste encore déficitaire c'est-à-dire que la quantité importé est toujours supérieur à celle de la quantité exporté (confirmé par le tableau ci-dessous).

Et l'excédent temporaire de la balance de paiement offre à l'économie une appréciation de la monnaie nationale dans un régime de change flottant.

Tableau 3 : Echange avec l'extérieur (en millions DTS)

années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Exportation f.o.b.	611,3	669,1	566,3	670	808,2	828,9	682,2	702,1	955,4	1138,8
Importation f.o.b.	-792,7	-963,6	-952,2	-1042	-1463,5	-2033,8	-1763,2	-1407,2	-1532,8	-1611,8
Ar/ DTS	1734	2611	2959	3146	2868	2698	3015	3187	3345	3230,8
Ar/ US \$	1244	1776	1921	2042	1861	1751	2008	2118	2228	2046,9

Source : MFB

On observe que les exportations ont augmentés de 19,2% en termes de DTS entre 2011 et 2012 grâce à la hausse des exportations de produits miniers par le début de la production de Nickel et cobalt à Ambatovy, et d'autres entreprises comme Kraomita Malagasy qui produit de chrome, Qit Madagascar Minerals qui produit de l'ilménite. Aussi, l'importation en 2008 est la plus élevé en atteignant 2033,8 millions DTS et de 1138,8 million DTS pour l'exportation en 2012.

4.2 La finance publique :

L'intervention de l'Etat sous entend une incidence financière pour assurer ses services dans l'économie. Selon la banque mondiale, le produit du portefeuille de participations de l'Etat malgache totalise environ 24 milliards d'Ariary ou 12 millions de dollars par an.

L'année 2009 reste troublante à l'économie malgache car sous l'effet de la crise, les dons perçus par l'Etat se sont affaiblis durant le premier semestre 2009 à cause de non reconnaissance internationale du Gouvernement de la haute autorité de la transition suite au changement du régime le 26 Mars 2009. De ce fait, tous les financements extérieurs que ce soient les aides budgétaires et les financements des projets sont suspendus par exemple l'union européenne. Et le déficit au niveau du trésor public s'est élevé à 86,3 milliards d'Ariary due à la baisse des recettes fiscales.

Au niveau de situation de change, l'Ariary qui est la monnaie malgache a dévalué de 6% entre 2006 et 2013.

a) Recette publique

Les recettes de l'Etat malgache se subdivisent en trois grands volets :

- les recettes fiscales (qui se divisent en deux grandes catégories dont les impôts et les droits de douane),
- les dons extérieurs et intérieurs (les dons ne se limitent pas aux dons provenant de l'extérieur)
- les emprunts tant intérieurs qu'extérieurs.

b) Dépense publique

Considérés comme dépenses publiques sont tous ceux qui constituent les charges engagées par l'Etat et représentées dans les programmes de développement du pays.

En principe, les dépenses publiques sont gérées par le Ministère des Finances et du budget.

En général, les dépenses comprennent quelques composantes dont les dépenses courantes de fonctionnement des affaires administratives comme les dépenses du personnel consacrées au paiement des salaires des fonctionnaires et de toutes les institutions, les dépenses en capital destinées aux investissements publics ou dépenses d'équipements, les dépenses de biens et services et dépenses de transfert.

Les dépenses publiques sont aussi utilisées par l'Etat comme un instrument politique pour régulariser le système économique du pays alors l'analyse des dépenses publiques est indispensable à la mise en vigueur des politiques économiques. Cependant, l'autorité publique

doit être vigilante sur la hausse de la dépense publique qui peut avoir une résultante négative sur la Balance de Paiement car une augmentation excessive de cette dépense publique peut renforcer l'écart de déficit budgétaire si le financement par les recettes publiques n'arrive plus à couvrir les investissements.

Le tableau suivant va résumer l'évolution des recettes et des dépenses de l'Etat malgache depuis 2003 à 2012 :

Tableau 4: Opération financière de l'Etat (en milliard d'Ar)

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
RECETTES TOTAL ET DONS	1016,79	1655,67	1665,71	6982,84	2201,55	2688,62	2034,66	2429,17	2890,44	2727,98
Recette fiscale	677,86	889	1019,62	1264,24	1582,37	2092,94	1767,82	1990,82	2308,34	2155,98
Recette non fiscale	27,11	89,72	80,7616	59,08	27,52	48,29	83,39	255,70	100,36	329,99
dons	311,82	676,95	565,33	5659,53	591,67	547,38	183,45	182,64	481,74	241,99
DEPENSES TOTALES	1287,93	2047,16	2150,28	2516,66	2559,3	2994,51	2501,63	2593,54	3492,62	3013,97
Dépenses courantes	732,09	1027,66	1110,47	1311,49	1513,57	1754,85	1784,49	1844,70	2228,05	2287,98
Dépenses en capital	528,73	1019,5	1039,81	1205,16	1045,74	1239,66	717,13	748,84	1264,57	725,99
Prêts rétrocédés	27,11	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Direction générale du Trésor

Ce tableau ci-dessus montre que la recette publique malgache entre 2003 et 2012 est comprise entre Ar 1017 milliard et Ar 6983 milliard selon la situation de la recette fiscale et les dons reçus. D'ailleurs, en 2006 grâce à l'amélioration de la recette fiscal mais surtout l'augmentation des dons qui est de Ar 5660 milliard, l'économie malgache a connu une nette amélioration de la recette publique en occupant jusqu'à 59,1% du PIB nominale soit Ar 6982,84 milliard.

On observe à travers le tableau d'opération financière que la part qu'occupent les dépenses publiques est comprise entre Ar 1288 milliard et Ar 3493 milliard selon l'importance des dépenses en capital ou d'investissement et les dépenses courant avec les dépenses en biens et services et de transfert. Et la dépense publique en 2011 est la plus élevé en occupant 17,4% du PIB soit Ar 3492,62 milliard qui est partagé en deux pour les dépenses en capital et les dépenses courant. Cette année 2011 est tenu pour continuer et finir des projets de construction en infrastructure.

Ainsi, les dépenses publiques malgaches sont financées en majorité par les ressources propres de l'Etat (recettes fiscales et non fiscales).

c) Dette publique

Elle est de 2 sortes selon l'origine du fonds dont :

– Dette publique extérieure :

C'est l'ensemble des dettes que les entités locales ont contractées vis-à-vis des créanciers publics étrangers (bilatéraux comme le Club de Paris ou multilatéraux comme le FMI, banque mondiale) directe ou avalisée.

En termes de ratio par rapport au PIB, la dette extérieure de Madagascar est passée de 27,6% du PIB en 2009 à 24,9% du PIB en 2010.

– Dette publique intérieure :

Cette dette constitue le contrat de l'Etat vis-à-vis de résidents de la même économie comme la banque centrale, les opérateurs économiques etc. De plus, la dette publique intérieure est composée essentiellement des Bons du Trésor par adjudication (BTA) émis auprès du secteur bancaire et non bancaire ainsi que des engagements de l'Etat vis-à-vis de la Banque Centrale au titre des avances et des prêts à moyen et à long terme.

Tableau 5: Evolution de la dette publique malgache (en milliards d'Ar)

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dette extérieure	78,28	193,84	133,3	336,2	79,3	52,7	84,7	112,9	157,3	208,6
Dette intérieure	–	–	109,16	162	199,6	160,6	166,5	108,6	122,4	155,5

Source : MFB

Les charges de la dette intérieure de 2007 ont atteint le niveau élevé jusqu'à 199,6 milliards d'Ar par rapport à tous les autres années et c'est en 2012 que la dette extérieure est la plus élevée en atteignant 208,6 milliards d'Ar.

Pour l'année 2005, le service de la dette extérieure nette des allègements sera de 133.3 milliards d'Ariary incluant 89.78 milliards d'Ariary de remboursement en capital et 43.52 milliards d'Ariary de paiement d'intérêts. Et la dette publique qui constitue les 99,3% des dettes extérieures a reculé de 8% en 2010.

Et comme la plupart des PED, la grande île paye encore des lourdes dettes au niveau des créanciers internationaux comme le BAD, Banque mondiale, le FMI etc.

En générale, toutes ces données recueillies permettent de dire que l'investissement public malgache entre 2003 et 2012 s'est trouvé dans des conditions défavorables.

Chapitre V- Méthodologie

S. NDUNG'U (1997) travaillant dans le cadre de l'économie **Kényane** sur la période 1967-1997 trouve un effet significatif des investissements publics sur la croissance. De plus, il a utilisé dans son modèle le ratio (Investissement public)/(P.I.B) pour éviter les problèmes de colinéarité dans la régression. Selon ses résultats, la plus grande contribution à la croissance provient des exportations (23,5%), des investissements publics (7,3%), et des investissements privés (4,4%).

De même, DIAGNE A., KANE K. (1998) dans une étude sur la croissance économique au **Sénégal** trouvent aussi un effet positif significatif du taux de croissance des investissements publics, sur le taux de croissance du P.I.B. Et ils concluent que la croissance économique peut être stimulée par des politiques économiques qu'encouragent les investissements publics.

Qu'en est-il pour l'économie malgache ?

5.1 Etude économétrique

L'objet de l'économétrie est de tester la validité empirique des modèles théoriques énoncés.

a) Présentation d'un modèle avec ses avantages et ses limites

Modèle : c'est une représentation simplifiée et formalisé d'un phénomène sous forme d'équation dont les variables sont des grandeurs économiques pour montrer les interactions entre eux. Alors, c'est à partir de ce modèle qu'on peut pouvoir expliquer un phénomène économique existant.

On a ici un modèle en série temporelle dans lesquels les variables représentent des phénomènes observés à intervalles de temps réguliers (de 2003 à 2012).

Tableau 6: Données sur les valeurs du PIB et les investissements public à Madagascar

années	PIB nominal (en milliard d'Ar)	investissement publique (IP) en milliard d'Ar
2003	6778,6	499,26
2004	8156	622,131
2005	10095,2	1038,7
2006	11815,3	1383,5
2007	13759,7	1439,7
2008	16099,5	1141,5
2009	16677,5	1942,99
2010	18264,4	948,6
2011	20072,5	1264,6
2012	21999,8	726

source: INSTAT/MFB

Ces données vont permettre de créer un modèle pour étudier la relation entre la variable PIB et l'INVESTISSEMENT PUBLIC (IP) au temps $t=2003, \dots, 2012$.

Posons : $PIB_t = a + b IP_t + \varepsilon_t$ avec a et b sont deux paramètres ou coefficients de régressions qui sont estimés par la méthode de moindre carré ordinaire (MCO)
 ε est l'erreur de spécification du modèle (elle mesure la différence entre les valeurs réellement observés du **PIB** et les valeurs qui auraient été observées si la relation spécifiée avait été rigoureusement exacte)

Ici le **PIB** est appelé la variable expliquée ou variable endogène et l'**IP** la variable explicative ou variable exogène.

Avant d'analyser les résultats obtenus, il est nécessaire de mentionner ce qui pouvait être les avantages et les limites de cette modèle proposée :

- **Avantage:**

Il est de type modèle linéaire simple avec un seul variable explicatif qui permet facilement à un modélisateur d'examiner directement les relations qu'il souhaite identifiées entre les deux variables seulement. D'ailleurs, dans notre cas, on veut tout simplement savoir la relation entre la croissance représentée par le PIB et l'investissement public. Enfin, les opérations de calcul ne sont pas vraiment lourdes.

- **Limite:**

Le nombre d'observation (10ans) semblait petit et allait accentuer l'erreur de spécification ε du modèle. De plus, il existe une multitude d'autres variables susceptibles d'expliquer le PIB alors on peut dire que ce modèle spécifié n'est qu'une caricature de la réalité.

b) Tableau des résultats obtenus :

Notre étude consiste à prouver si l'IP explique bien la variation du niveau du PIB. Pour cela, nous allons tester la significativité des paramètres au seuil de significativité 95% (à 95% de chance de se réaliser) par des calculs économétriques en utilisant le logiciel Excel office. On a obtenu les résultats suivants :

Statistiques de la régression				
Coefficient de corrélation linéaire $r_{IP,PIB}$			0,319077662	
Coefficient de détermination R^2			0,101810554	
Observations			10	
Analyse de la variance				Statistique F
	Degré de liberté	Somme des carrés	Moyenne des carrés	
Régression	1	23989663,82	23989663,82	
Résidus	8	211640757,3	26455094,66	
Total	9	235630421,1		0,906806955
	Coefficients	Erreur-type	Statistique t	Probabilité
Constante	10224,9001	4648,663021	2,199535664	0,05903664
Variable IP	3,767323834	3,956175344	0,95226412	0,368843899

Intervalle de confiance au seuil de significativité 95%	
Limite inférieure pour seuil de confiance = 95%	Limite supérieure pour seuil de confiance = 95%
-494,936038	20944,73624
-5,355632862	12,89028053

5.2 Interprétations des résultats

* *Interprétation statistique :*

Le coefficient de détermination R^2 permet de s'informer sur le niveau du pouvoir explicatif du modèle ; plus il est proche de l'unité, plus le modèle a un pouvoir explicatif élevé.

Dans notre cas, $R^2 = 0,101810554$ alors notre modèle a un pouvoir explicatif faible.

D'après l'estimation des paramètres, on a trouvé : $a = 10224,9001$ et $b = 3,767323834$ qui se trouvent respectivement dans les intervalles de confiances : $[-494,936038; 20944,73624]$ et $[-5,355632862; 12,89028053]$ à une probabilité 95%.

On remarque que les écarts des extrémités sont larges entraînant la difficulté de situer les paramètres estimés, ce qui est l'un des inconvénients de ce modèle.

Pour effectuer le test, on utilise les valeurs de la statistique t (appelé t empirique de Student) et F (appelé valeur empirique de Fisher). La première valeur permet de voir si le

coefficient **b** du variable IP et celle du constante **a** sont significativement différentes de 0 en comparant avec la valeur théorique de Student :

$T_8^{0,975} = 2,306$ (dans la table statistique) ; et la deuxième valeur analyse la significativité globale des coefficients en comparant avec la valeur théorique de Fisher $F_8^{0,05} = 5,32$ (dans la table statistique).

L'analyse fait recourir à deux hypothèses suivantes :

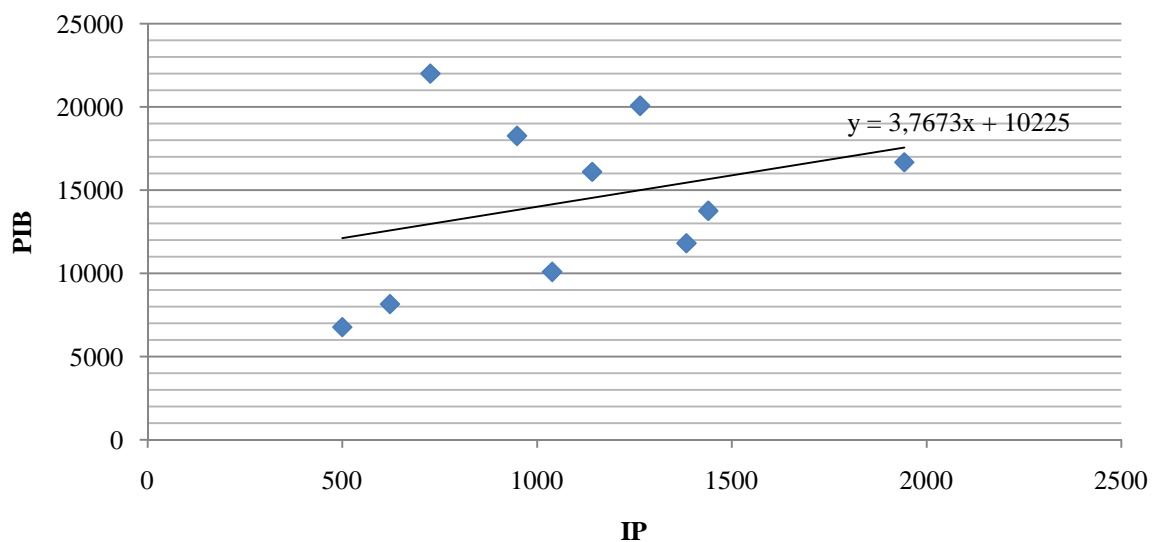
- H_0 : paramètre = 0, le modèle est non significatif (si $t < T_8^{0,975}$)
- H_1 : paramètre $\neq 0$, le modèle est significatif (si $t > T_8^{0,975}$)

Pour le paramètre **b**, on voit que la valeur empirique de Student (0,95226412) est inférieur à celle du théorique (2,306) alors on accepte l'hypothèse H_0 , ce qui signifie que **b** n'est pas significativement différent de 0, d'où la variable IP n'a pas d'influence significative sur la variable PIB. De même, le paramètre **a** n'est pas aussi significativement différent de 0 car sa statistique $t = 2,199535664 < T_8^{0,975} = 2,306$.

On voit aussi que la valeur empirique de Fisher qui est égale à 0,906806955 est largement inférieur à celle du théorique (5,32) alors on accepte encore l'hypothèse de nullité H_0 c'est à dire tous les coefficients de la régression ne sont pas globalement significatives.

En outre, pour mesurer le degré de liaison existant entre la variable PIB et l'IP c'est-à-dire la corrélation simple, nous allons étudier le nuage des points :

Fig.5 : Nuage des points de PIB en fonction de l'IP



Nous voyons que ces nuages de point sont éparpillés et n'approxime pas la droite de régression, ce qui veut dire que le niveau de corrélation est faible.

D'ailleurs, le coefficient de corrélation $r_{IP, PIB}$ qui est égale à 0,319077662 nous indique que les deux variables sont corrélés positivement car l'allure de la droite de régression est croissante mais de pente faible due au niveau bas du coefficient de corrélation ce qui signifie que la contribution de l'IP à l'explication globale du modèle est faible.

PIB = 10225 + 3,767 IP (représentation simplifié du modèle)

$$\begin{matrix} (2,2) & (0,952) \\ n=10 & R^2=0,102 \end{matrix} \quad (.) = t \text{ de Student}$$

Ainsi, d'après tous ces résultats des tests statistique, on aboutit sur le fait que dans le modèle que nous avons construite pour étudier la relation entre le PIB et l'investissement publique IP, ce dernier variable n'influence pas significativement c'est-à-dire n'explique pas le niveau du variable PIB voire la croissance économique durant cette période de 10 ans dans l'économie malgache. Alors on peut conclure que l'augmentation de l'investissement publique malgache ne signifie pas que le PIB va augmenter aussi mais cela ne signifie pas que le modèle est erroné ou invalide mais nécessite une restructuration des valeurs.

*** Interprétation économique**

Tout d'abord, calculons l'élasticité entre IP et PIB qui permet de voir la variation du PIB pour une variation de 1% d'IP. Cet élasticité est la valeur du coefficient **a** de l'IP en modifiant le modèle sous la forme Log-Log alors on a : $\text{Log PIB} = a \text{ Log IP} + b$.

D'où, d'après les résultats en utilisant le logiciel EXCEL OFFICE, on obtient la représentation simplifié du modèle suivant :

Log PIB = 6,157 + 0,484 Log IP

$$\begin{matrix} (3,09) & (1,68) \\ n=10 & R^2=0,261 \end{matrix} \quad (.) = t \text{ de Student}$$

Au niveau économique, ces résultats veulent dire que la variable investissement publique malgache est assez faible pour agir positivement sur la croissance économique du pays. A preuve, cet élasticité qui est 0,484 qui signifie qu'une augmentation de 1% d'IP n'entraîne qu'une augmentation de 0,484% de PIB.

D'où, le modèle nécessite une restructuration de l'investissement public malgache qui devra être augmenté tout en suivant l'allure du PIB.

Ainsi, on peut confirmer tous ces résultats et l'évolution de PIB et celle d'IP au niveau économique en analysant les indices de ces deux variables en prenant l'année 2003 comme année de base.

Tableau 7 : Indice d'IP et PIB (base 100 en 2003)

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne des indices
IP(en milliard d'Ar)	499,26	622,13	1038,7	1383,5	1439,7	1141,5	1942,99	948,6	1264,6	726	
Indice d'IP	100	124,61	208,04	277,11	288,37	228,64	389,17	190	253,29	145,42	220,46
PIB (en milliard d'Ar)	6778,6	8156	10095,2	11815,3	13759,7	16099,5	16677,5	18264,4	20072,5	21999,8	
Indice de PIB	100	120,32	148,93	174,30	202,99	237,50	246,03	269,44	296,12	324,55	212,02

Source : INSTAT et mon calcul

Normalement, s'il existe une liaison entre 2 variables d'étude, leurs indices doivent évoluer (augmentent ou diminuent) ensemble.

Par contre, dans notre cas, les indices de PIB sont toujours croissants alors que celles d'IP diminuent en 2008 ; 2010 et 2012. En effet, cette diminution d'IP n'affecte pas le PIB, ce qui vérifie encore le non significativité de l'IP dans la croissance économique malgache. De plus, l'IP fait partie du PIB d'après ce que nous avons vu en haut alors la variation d'IP va varier aussi le PIB mais dans notre cas celle-ci n'est pas vérifié.

Enfin, l'IP croisse plus rapidement que celle du PIB car on a trouvé que la moyenne de l'indice d'IP (220,46) est supérieure à celle de PIB (212,02).

Chapitre VI- investissement public à Madagascar et recommandations

6.1 Investissement public malgache

Madagascar demeure parmi les pays pauvres même avec ses richesses minières, halieutiques, sylviculture, humaines etc. Pire, il risque de basculer parmi les Etats fragiles à cause de la faiblesse des institutions, de la corruption, de l'insécurité. En effet, les données officielles montrent que l'investissement public malgache est environ de 400 millions de dollars par an ou moins de 5% du PIB. Rapporté au nombre des habitants, cela fait 20 dollars pour 1 000 habitants, soit 40 Ar par tête par an. Cela veut dire que l'investissement public est plus qu'insignifiant et il n'est pas toujours affecté comme il se doit. A propos de l'investissement public à Madagascar, la Banque mondiale parle de sous-investissement et de mauvaise gestion qui date depuis longtemps.

Le tableau suivant résume la part de chaque secteur d'investissement dans l'enveloppe du PIP.

Tableau 8: Répartition sectoriel du PIP (en pourcentage du PIP)

Secteur	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	moyenne
Infrastructures	43,5%	41,7%	41,9%	41,7%	40%	40,7%	41,3%	42,9%	31,7%	26,2%	39,16%
Social	24,2%	27,8%	30,5%	25,1%	29%	22,8%	24,3%	20,7%	33,7%	33,6%	27,17%
Productif	15,3%	18,1%	15,3%	17,9%	18%	19,5%	16%	19,8%	16,4%	27,5%	18,38%
Administratif	17%	12,3%	12,3%	15,3%	13%	17%	18,4%	16,6%	18,2%	12,7%	15,28%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	15,28%

Source : MFB et mon calcul

En observant ce tableau, nous remarquons que le secteur infrastructure occupe une part importante de 39,16% /an en moyenne dans l'enveloppe du PIP .Ce qui signifie que le PIP à Madagascar entre 2003 et 2012 est axé sur le secteur infrastructure par exemple la construction des hôpitaux, l'hôtel de ville de Tamatave, la réhabilitation du RN 45, le Colysée etc. Le secteur social suit le secteur infrastructure en occupant 27,17% /an de l'enveloppe du PIP qui a amélioré le système éducatif (éducation pour tous et système licence-doctorat-master). De plus, l'Etat malgache a mis en valeur la santé publique en construisant les hôpitaux et la lutte contre les maladies transmissibles dont le SIDA et sécurité sociale. Ceci permet de réduire le taux de mortalité dû à la carence ou l'éloignement des hôpitaux. A cet effet, les allocations de dépenses des investissements s'inscriront concrètement dans le cadre du budget de programme.

Le tableau suivant résume les évolutions des financements du PIP selon les ressources venant de l'extérieur comme les bailleurs de fonds et venant de l'intérieur comme les banques.

Tableau 9: Montants du PIP selon les ressources de financements (en Milliers d'Ar)

ANNEES	FINANCEMENTS	
	EXTERIEUR	INTERIEUR
2003	1 620 098 700	876 201 300
2004	387 267 191	234 864 327
2005	711 821 110	326 878 890
2006	861 262 400	385 137 600
2007	1 074 016 200	365 683 800
2008	821 880 000	319 620 000
2009	335 616 000	188 784 000
2010	956 559 400	398 340 600
2011	772 670 600	491 929 400
2012	543 048 000	182 952 000

Source : INSTAT

On observe que durant la période de 2003 à 2012, les montants de ressource extérieure est toujours plus grandes que celle de l'intérieur ce qui signifierait que le PIP malgache est dans une situation de besoin de financement venant de l'extérieur pour atteindre les objectifs posés. En effet, les ressources intérieures destinés à financer les investissements publics de Madagascar n'occupent que 31% du PIP.

On observe aussi qu'en 2004, deux ans après la crise politique de 2002, le financement venant de l'extérieur a chuté, de même en 2009 où il avait une autre crise politique, le financement de l'extérieur a chuté aussi. Ce qui signifie que l'ampleur des financements venant de l'extérieur dépend de la situation politique d'un pays.

Tableau 10 : Evolution de l'investissement public à Madagascar

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
IP	499,26	622,131	1038,7	1383,5	1439,7	1141,5	1942,99	948,6	1264,6	726
Variation annuel en %	—	24,6	66,9	33,2	4,1	-20,7	70,2	-51,2	33,3	-42,6
part d'IP dans le PIB en %	7,36	7,63	10,29	11,71	10,46	7,09	11,65	5,19	6,3	3,3

Source : INSTAT

Ce tableau montre l'instabilité de l'investissement public malgache depuis 2003 et on remarque un pic en 2009 l'année qui a pu décoller la croissance mais interrompue par la crise politique. Alors sous l'effet néfaste de cette crise, l'IP en 2010 a chuté jusqu'à 51,2%.

On remarque aussi que l'investissement public en 2012 a baissé de 42,6 % par rapport à 2011 car le retour des bailleurs de fonds qui contribuent à son financement a été incertain. C'est dans ce sens que les techniciens ont opté pour la prudence dans l'élaboration de la loi de finance 2012.

Enfin, les études de la banque mondiale en 1990 ont montrés que les investissements publics ne peuvent produire un effet positif sur la croissance que lorsqu'ils constituent au moins 25% du P.I.B par an alors que pour Madagascar cela est fluctué entre 3 et 11%, ce qui vérifie encore la non significativité de l'IP sur la croissance économique du pays.

A Madagascar, la contribution de l'investissement public aux stocks de capital physique et humain (à travers l'offre globale) est limitée. Les montants injectés dans chacun des secteurs ne sont pas suffisants pour que le pays rattrape ses retards en matière d'infrastructure. Il faudrait environ 100 millions de dollars par an juste pour maintenir le réseau routier de 5 780 kilomètres alors que l'Etat (y compris le FER) n'a dépense que 80 millions par année en 2009 et 2010. Ces mêmes simulations pourraient s'appliquer aux autres secteurs de l'infrastructure, notamment la production énergétique et d'eau potable etc. Enfin il faut souligner l'augmentation des besoins sous la pression démographique et l'écart grandissant avec les autres pays pour véritablement mesurer l'ampleur du désastre.

A la lumière des faibles montants d'investissement public au cours des dernières décennies, il n'est donc pas surprenant que Madagascar se trouve en retard dans pratiquement tous les domaines où le secteur public doit jouer un rôle déterminant. Par exemple, Madagascar a 9 fois moins de routes Pavées par km² que la Tunisie, produit 23 fois moins d'électricité (par habitant), dispose de 3 fois moins de classes d'école primaire (par élève) et offre 4 fois moins de lits d'hôpital (par habitant). Les écarts sont également sensibles avec ses voisins tels que l'Ile Maurice et l'Afrique du sud, et même avec les autres pays pauvres du continent comme le Burkina Faso, le Mozambique et l'Ouganda.

Malgré cela, l'économie malgache présente quand même ses forces et opportunités afin d'atteindre sa croissance économique.

a) Les forces et opportunités

Les forces sont les atouts internes dont dispose un pays dans divers domaines sur lesquelles on pourra s'appuyer dans la mise en œuvre des stratégies de croissance économique en particulier la stratégie nationale de promotion de l'investissement public à Madagascar. Les forces dégagées lors de cette étude par domaine sont les suivantes :

Domaine «ECONOMIE»

- La modernisation de l'administration douanière en tant que principale source de fiscalité pour améliorer les recettes fiscales afin de redresser l'économie nationale.
- La fiscalité de proximité qui est un atout facilitant le recouvrement de différentes taxes touchant le quasi totalité de la population.
- La potentialité énorme des richesses naturelles car leur exploitation contribue en grande partie à l'amélioration de l'investissement public.

Domaine «POLITIQUE»

- L'initiative et la responsabilité régionale qui encouragent les gens à investir davantage.
- L'existence des plans cohérents même à moyen terme (DSRP, MAP) qui est une politique de l'Etat pour un développement durable.
- L'existence d'arbitrage dans la résolution des conflits en Investissement Public (CRAL) qui permet de mieux avancer plus rapidement dans la gestion des fonds alloués à l'investissement.

En ce qui concerne les opportunités, ce sont des chances qui se présentent au pays pour faciliter la réalisation des objectifs. On peut citer quelques opportunités détectées à Madagascar dont :

- L'allègement des dettes par le principe de l'IPPTE dont le FMI est en position d'arbitre en cas d'une évaluation probante des réalisations
- L'affluence des bailleurs de fonds et Investisseurs étrangers intéressés sur la potentialité économique du pays qui vont générer plus d'investissement.

b) Les faiblesses

L'Etat malgache n'a pas le moyen d'investir dans les zones lointaines et se contente sur les lieux proches et fortement habités comme dans les grandes villes et il y a insuffisance des infrastructures de base dans les zones ruraux. Donc les gens de ces zones lointaines vont

dépenser beaucoup pour pouvoir jouir des infrastructures et d'autres investissements publics. Par conséquent, cette situation va engendrer un exode rural galopant et peut entraîner une croissance non maîtrisée des centres urbains d'un côté, mais de l'autre côté, les paysans souffrent essentiellement du manque d'appui de l'Etat pour leur santé, leur volonté de produire plus et de l'écoulement de leurs produits.

De plus, le montant alloué à l'investissement public malgache reste encore insuffisant par rapport au volume des projets nécessaires à l'investissement public. Notons quand même que l'évolution des montants alloués par l'Etat aux programmes d'investissement publics entre les années 2003 et 2012 met en exergue la priorisation du secteur infrastructure compris entre 26 à 44% du PIP par rapport aux autres secteurs. Ce qui signifie que tout investissement public doit avoir une répercussion dans l'augmentation du pouvoir d'achat de la population. L'autorité malgache se focalise trop sur le secteur infrastructure alors qu'il existe d'autres secteurs qui ont besoin d'appui comme le secteur social et productif.

Si tels sont les faiblesses de l'investissement public malgache, quels sont alors ces difficultés entraînant cette faiblesse ?

c) **Les différents niveaux attachés à l'inefficacité de l'investissement publique**

L'instabilité des politiques économiques, la corruption à but lucratif, les problèmes fiscaux et d'autres raisons comme l'accès aux financements, les insécurités (crimes, vols, le phénomène du « dahalo » dans le sud) sont les fardeaux de l'économie malgache qui font fuir les investisseurs d'après le rapport 2011 sur la compétitivité africaine à Madagascar. Ces problèmes sont cités par ordre de priorité en étant des facteurs bloquants dans la poursuite de l'objectif de croissance économique.

❖ **L'instabilité politique :**

C'est un facteur qui pollue le plus le paysage de l'investissement (surtout public) dans le pays en prenant l'économie et la population en otage c'est-à-dire que ces derniers sont les premiers à subir les sanctions à cause de mauvaise gouvernance de l'autorité publique.

Primo, le pays n'a jamais élaboré de vraies politiques économiques assorties de visions à moyen et long terme. L'Etat et le secteur privé se contentent des lois de finances, soit d'un instrument dépourvu de visions et de stratégies pour le long terme. Secundo, les mesures économiques sont instables puisque pour la plupart du temps, elles sont dictées par des questions politiques et des intérêts privés.

De plus, l'instabilité politique est l'une des causes de non aboutissement des programmes d'investissement à Madagascar entraînant la non continuité de l'Etat qui risque la non réalisation des projets déjà entrepris car cet instabilité empêche les dirigeants de se concentrer à la politique de développement.

Au lieu de travailler pour augmenter leur source de revenu, elle incite la population à perdre du temps à manifester voire lutter contre le pouvoir en place tout en détruisant les infrastructures de base en place dont l'Etat a dépensé beaucoup d'argent dans le domaine de l'investissement public.

D'ailleurs, l'instabilité politique entraîne un déficit budgétaire pour le pays et engendre aussi une inflation ce qui entraîne un faible pouvoir d'achat de la population à cause du niveau de revenu déjà faible comme ce qui se passe à Madagascar depuis la crise politique de 2009, les gens réduisent la quantité consommé en PPN car ses revenus restent inchangés alors que les prix des PPN ne cessent d'augmenter.

La crise économique n'incite pas les bailleurs de fonds à financer l'investissement public et l'APD des organismes internationaux comme le SADC, l'Union Européen sera plutôt affecté à la résolution de la crise existant c'est-à-dire le financement aux réorganisations de l'administration publique, aux subventions alimentaires, etc. D'où, la gravité du poids de la dette extérieure et l'insuffisance des aides extérieur alors que celle de l'intérieur est déjà dégradé par la crise.

Ainsi, le problème politique aboutit toujours à l'affaiblissement de l'économie ce qui a évidemment de l'impact sur l'investissement public entraînant son inefficacité dans la vie de la population qui s'appauvrit. Cela va provoquer de l'inflation, de la variation du taux d'intérêt qui décourage les investisseurs privés qui sont pessimistes par l'inefficacité marginale de leurs revenus.

❖ **Corruptions à but lucratif**

La corruption est l'acte de payer illégalement pour jouir et obtenir facilement ce qu'il veut donc c'est une pratique du non respect des règles en vigueur avec paiement de dessous de table. En effet, c'est un phénomène courant lié à la recherche de rente qui est supposé affecter les investissements publics au niveau national.

Madagascar est confronté à la corruption depuis fort longtemps et elle s'est particulièrement accentuée au niveau de la direction de certaine entreprise publique et au niveau de l'administration publique et d'autre domaine comme au niveau de la collectivité décentralisée, au niveau de justice, au niveau de la gendarmerie, au niveau des organismes de

l'environnement, voilà pourquoi persiste surtout durant la période de transition depuis 2009 des fuites massives des richesses malgaches comme l'exportation illicite des bois de rose, or, tortues etc. et au niveau de santé public etc.

En effet, la corruption surtout au niveau des administrations est défavorable à l'économie car cela peut décourager les agents économiques victimes qui vont restreindre les échanges aux formes de passation des marchés publics. Lorsque nous considérons les procédures de passation des marchés publics, l'effet négatif de la corruption sur les investissements publics paraît évident.

La corruption affaiblit le montant de l'investissement public à cause du fait que le comportement prédateur (être seul à décider selon leur gré la composition des dépenses publiques) d'un gouvernement corrompu maintient inchangé le niveau (mais peut-être pas la qualité) de l'investissement public en pourcentage du P.I.B. D'où, ce comportement prédateur d'un gouvernement affecte aussi bien l'allocation des ressources, que la conception des projets publics d'infrastructure.

En outre, la corruption est estimée par les économistes comme pouvant avoir un effet sur les dépenses publiques car elle peut empêcher une bonne répartition de ces dernières et amène certains responsables gouvernementaux à les allouer moins sur la base de l'intérêt général que sur la possibilité qu'elles pourraient pénétrer de solliciter des pots-de-vin.

D'ailleurs, les analyses empiriques sur les effets de la corruption montrent qu'elle est liée négativement au niveau de l'investissement et de la croissance économique c'est à dire plus il y a corruption, moins il y a de l'investissement (public et privé). Par exemple dans une analyse statistique des données montre que le montant des dépenses publiques d'éducation exprimé en pourcentage du P.I.B est fortement corrélé négativement avec la corruption alors plus la corruption est élevée, moins on dépense pour l'éducation.

L'attribution des marchés publics par le biais d'un système corrompu peut être à la base d'une mauvaise qualité des infrastructures et des services publics. D'ailleurs, les grands projets dont il est difficile de suivre les coûts avec précision peuvent présenter des possibilités de corruption très lucratives, aussi on peut penser à priori qu'il est plus facile de percevoir des pots-de-vin sur les grands projets d'infrastructure que sur des commandes de livres ou sur les salaires des enseignants.

Les hommes politiques quand ils ont le choix préfèrent des projets publics sur lesquels il serait facile de percevoir des pots-de-vin qu'à d'autre qui favoriserait au maximum l'intérêt général.

Voici quelque recueil de l'organisme chargé de corruption qui est le BIANCO entre 2004 et 2010 sur le pourcentage des doléances de corruption à Madagascar.

Tableau 11 : Pourcentage des doléances de corruption reçues entre 2004 et 2010

Années	2004	2005	2008	2007	2008	2009	2010	total
doléances	8,1%	6,8%	16,3%	16,2	16,7%	20,7	21,8%	15,7%

Source : BIANCO

Entre 2004 et 2010, les doléances de corruption ont atteint 15,7% des doléances reçues par le BIANCO, ce qui paraît élevé en plaçant Madagascar au 118^{ème} rang parmi les pays les plus affecté par la corruption dans le monde.

Enfin, la mise en place d'un Etat de droit est insuffisant à Madagascar d'où un accaparement de la richesse par quelque 20% des malgaches et surtout la fuite massive de nos richesses vers les pays extérieurs due à la corruption. Et sous la pression des bailleurs de fonds le gouvernement a fait une priorité la lutte contre ce phénomène.

❖ **Problème de prélèvement fiscal**

Etant donné que le principal moyen de financement du budget de l'Etat est la fiscalité, il existe des limites immuables dans le principe fiscal comme à Madagascar.

Une analyse a été consacrée dans les principales difficultés auxquelles s'est heurté le réformateur fiscal à Madagascar :

Le premier obstacle est constitué par la faiblesse du revenu aussi bien national qu'individuel car la très grande majorité de la population malgache dispose des revenus très bas sous des différentes raisons comme le taux de chômage élevé de l'ordre de 2,6% en 2005, niveau salarial bas, par la salaire pour le SMIC (salaire minimum d'insertion de croissance) est seulement Ar 70000.

Quand le revenu national est élevé en augmentant rapidement, la pression fiscale peut facilement s'accroître car la part restant aux mains des contribuables demeure importante. Mais dans le cas contraire, les disponibilités des particuliers demeurent faibles et souvent même stationnaires car l'augmentation se trouve annulée par l'accroissement de la population. De plus, une part importante de la classe paysanne vit en économie de subsistance où la fiscalité n'a que très peu de prise.

En effet, le taux de pression démographique qui avoisine les 3% chaque année à Madagascar constitue une menace significative à sa croissance économique lorsqu'elle est mise en relation

avec le taux de croissance et l'insuffisance de la création d'emploi. Ce taux démographique trop élevé et l'exode rural massif va modifier la politique de l'Etat sur l'investissement public ce qui résulte une augmentation le niveau de l'investissement public dans les zones de destination (ville par exemple) et défavorise le niveau de l'investissement public dans les zones abandonnés (la campagne).

Le deuxième obstacle réside dans la sous administration et l'insuffisance des moyens de contrôle dont dispose le fisc malgache alors que la fiscalité moderne exige des administrations complexes, denses, réparties sur l'ensemble du territoire et surtout l'existence d'une comptabilité tenue régulièrement par les entreprises et les exploitations rurales.

Alors, le niveau d'investissement public doit augmenter au fur et à mesure que la population augmente car la demande d'infrastructure augmente, le niveau de la consommation publique est très élevé par rapport aux investissements.

« La faiblesse des ressources est un problème particulièrement important qui handicape le financement des investissements publics. Elle affecte non seulement leur choix, mais aussi leur niveau ». ⁵

Le faible niveau de l'activité économique et l'importance relative du secteur informel se traduit par l'étroitesse de la base d'imposition. Et la forte évasion fiscale (fraude fiscale et contrebande) est considérée par les responsables de l'administration fiscale comme une cause notoire des difficultés financières du trésor public qui est le caissier de l'Etat sur le flux monétaire national.

Ainsi, des efforts plus énormes restent encore à faire pour le gouvernement malgache en matière de fiscalité et la mobilisation des ressources nationales.

❖ **Autres raisons :**

Dans l'accès au financement, il y a trop de conditionnalités qui peuvent ne pas correspondre aux besoins du pays que les bailleurs multilatéraux comme le FMI imposent. On rappelle que la majorité des aides et emprunts extérieurs sont destinés à l'investissement public malgache et les ressources propres internes ne couvrent qu'une faible proportion dans les programmes d'investissement. Cette situation pourrait être interprétée comme incertitude

⁵ Paolo Mauro. "Economies Issues". NC 6. FMI 1997

critique au cas où les Bailleurs de fonds n'acceptent plus de financer l'investissement, la conséquence sera grave pour Madagascar.

La mondialisation est un risque car ce sont toujours les pays riches qui en tirent les avantages, en parlant d'une asymétrie de puissance. D'ailleurs, elle se traduit par une libéralisation du marché dans le monde et qui dit libéralisation dit forte concurrence entre les acteurs commerciaux. Et cet événement figure donc parmi les incertitudes critiques car l'écoulement des produits de bon marché et à bas prix venant de l'extérieur n'est pas toujours bénéfique à la vie économique du pays touché comme au niveau des producteurs nationaux qui risque également de freiner la volonté des entreprises locales à améliorer leur production et entraîne un fort déséquilibre de notre balance commerciale et aboutira au non paiement de nos dettes extérieures.

Enfin, l'insécurité qui règne dans le sud de la grande île, les crimes et vols etc. annulent toute la possibilité des investissements étrangers à Madagascar.

6.2 Analyse de la politique d'investissement public malgache

La décision d'investir d'un gouvernement dépend de la politique suivie et derrière cette politique se cache le comportement des décideurs. Il y va de soit que ce comportement joue dans l'allocation des ressources destinées aux financements des dépenses.

Tout d'abord, à partir de 2003, il est à rappeler que c'est à partir du Document de Stratégie pour la réduction de la Pauvreté (DSRP) qu'ont été définies les priorités du gouvernement et la politique qu'il adopte pour réaliser le développement et la gestion générale de l'Etat. Ce document a énoncé un certain nombre de priorités dont la bonne gouvernance, l'Etat de droit, l'investissement public comme l'importance donnée à l'éducation par l'amorce du projet «éducation pour tous », la démocratisation de la santé, la réalisation des infrastructures de communication telles que les routes, les aéroports, les ports, la télécommunication et le partenariat avec le secteur privé pour qu'il devienne effectivement un moteur du développement économique à Madagascar.

La politique du gouvernement qui rejoint directement ces priorités du DSRP devraient s'accorder avec le cadrage macroéconomique. Ce cadrage macroéconomique découle des objectifs à atteindre dont le premier est l'amélioration du taux de croissance économique alors les divers financements que pouvaient recevoir Madagascar de l'extérieur et de l'intérieur-même du pays sont à considérer.

En outre, on peut noter deux politiques distinctes en termes d'investissement public à Madagascar : celui de la deuxième république (1975 à 1980) où la politique de l'Etat a été axé sur l'« investissement à outrance » et celui de 1982 à nos jours où Madagascar s'est lancé dans le « programme d'ajustement structurel (PAS) ». D'une manière globale, ces deux politiques d'investissement diffèrent du fait que la seconde est basée sur le désengagement de l'Etat sur le secteur productif et n'intervient plus que sur les investissements d'appui à la production et au secteur social tels que la route, les écoles, les infrastructures sanitaires et les infrastructures hydro agricoles. Pourtant, l'ajustement structurel n'a pas beaucoup épargné les dépenses publiques d'infrastructure depuis son instauration.

Ainsi, on peut attribuer à la politique d'investissement publique 2 politiques économiques dont la politique budgétaire et la politique fiscale.

a) Politique budgétaire

C'est une politique économique de relance adoptée pour remédier le niveau faible du budget de l'Etat entraînant la récession économique. On distingue la politique budgétaire restrictive pour limiter le déficit de l'Etat et la politique budgétaire expansive dans la circonstance contraire.

En matière de gestion budgétaire comme celle de l'année 2010, l'Etat malgache a instauré une politique basée sur le cadre d'austérité, bonne gouvernance et transparence.

A propos de la politique budgétaire qui guide l'investissement :

Les signes les plus courants d'une bonne politique budgétaire sont: un déficit peu élevé et un faible ratio consommation des administrations publiques (dépenses courantes pour l'achat des biens et services) sur P.I.B.

C'est par l'intermédiaire des dépenses publiques que l'Etat engage des ressources qu'il mobilise et il agit directement ou indirectement sur la productivité du secteur privé.

L'ajustement budgétaire qui a pour objet de réduire les déficits publics ne peut théoriquement s'opérer que soit par une augmentation des impôts, soit par une réduction des dépenses (SCHMIDT, 1995; MC DENNOTT et WESCOTT, 1996 ; SPINDLER, 1996 ; VILLIEU, 1997). D'ailleurs, ces théoriciens ont montrés qu'il est plus efficace de diminuer les dépenses publiques que d'augmenter les impôts.

En effet, trouver de l'argent à investir dans l'infrastructure et dans d'autres projets publics sans pour autant compromettre la stabilité budgétaire sont aujourd'hui un problème brûlant pour de nombreux pays désireux de stimuler la croissance économique comme Madagascar. Or depuis des décennies, le taux d'investissement public a fortement baissé

accusant un recul beaucoup plus marqué dans les régions du tiers monde et surtout à Madagascar⁶. Cela est déterminé par l'instabilité politique fréquemment constatée dans le pays et les bailleurs de fonds ainsi que les pays donateurs n'ont plus confiance aux économies receveurs d'aide faute de la mauvaise situation politique.

Par conséquent, la politique budgétaire efficace déterminée par l'augmentation de dépenses publiques affectées dans l'investissement public est le levier de la croissance économique. Dans ce cas, la recherche de fonds nécessaire pour financer le PIP est devenue une mission de l'Etat dont au niveau extérieur par les bailleurs de fonds tels que la Banque Mondiale et le FMI etc. dans lequel leurs financements affectent la constitution du budget de l'Etat qui peut entraîner sa modification selon les cas qui se présentent.

Au niveau interne, le marché de bon de trésor par l'émission du BTA devrait être encouragé pour pouvoir financer les investissements publics en offrant un taux d'intérêt élevé pour attirer les actionnaires. Cette méthode est d'autant plus efficace pour la croissance économique parce qu'elle fait contribuer les agents économiques au développement du pays. Etant donné que les investissements sont rentables à long terme, ils devraient être financés aussi par un placement à long terme pour garder l'équilibre macroéconomique et la continuité des projets établis dans l'investissement public.

b) Politique fiscale

C'est la politique économique utilisée pour stimuler les recettes fiscales et de favoriser le bon fonctionnement du système fiscal dans un pays.

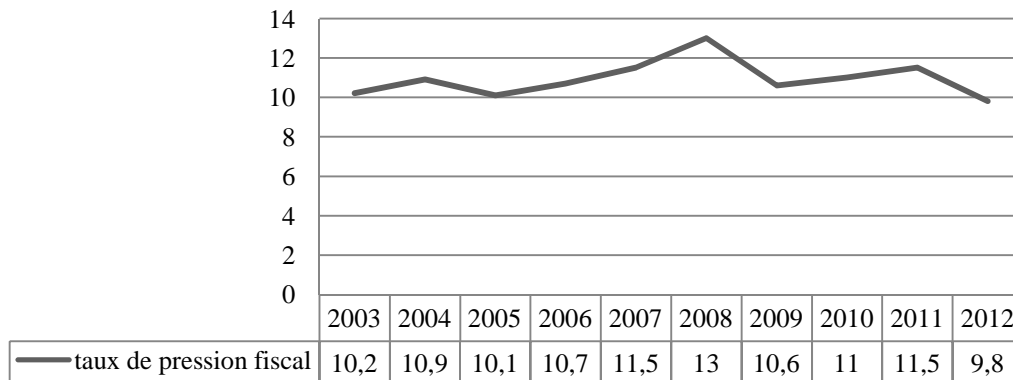
Au niveau de l'investissement public, la politique fiscale malgache semble peu favorable car le taux de pression fiscale est faible due d'une part aux revenus bas de la population et d'autre part la faible performance du structure fiscale à Madagascar.

Ce dernier s'explique d'abord par une fréquence vraisemblablement trop élevée des reformes qui rend difficilement compréhensible l'application des impôts et taxes indirectes et la diminution des prélèvements sur le commerce extérieur qui n'a pas été compensé par une augmentation des recettes fiscales domestiques. Ensuite, le non performance due à l'organisation et l'administration fiscale comme le découpage des compétences par type d'impôts entraînant une séparation des dossiers des contribuables qui est source d'inefficacité en compliquant les contrôles des impôts.

⁶ Rabetafika R. (1990)

Entre 2003 et 2012, le taux de pression fiscal de Madagascar a fluctué entre 9 et 13% selon la figure suivant:

Fig. 6 : Evolution de taux de pression fiscal (en pourcentage du PIB)



Source : INSTAT

En outre, le taux de pression fiscal reflète l'allure des montants de la recette fiscale dans le processus de financement de l'économie d'un pays et la détermination du politique fiscale.

Ainsi, ce résultat découle que la politique fiscale a été conduite dans les efforts entrepris en matière de recouvrements fiscaux malgré le ralentissement des activités économiques.

c) Les conditions de l'efficacité de l'investissement public

- Les investissements publics doivent répondre aux besoins des utilisateurs en choisissant les projets ou les programmes les plus indispensables à la vie de la population dans tous les coins d'un pays mais non pas seulement au niveau des villes.

- La décision d'allocation des investissements nécessite une information fiable et des instruments analytiques comme l'analyse de la faisabilité des projets et programmes tout en bien encadré les fonds nécessaires.

- L'amélioration de l'information passe par une meilleure gestion des flux d'aide entre le ministère des finances et les différents acteurs participants aux financements.

- L'augmentation de la capacité financière de l'Etat qui doit s'accompagner par une amélioration de la gestion des dépenses publiques en sachant comment les dépenses sont allouées et qu'il puisse évaluer si cette ventilation est conforme aux priorités du pays.

- Les autorités publiques doivent éviter toute circonstance qui peut naître une crise économique ou politique et de veiller à ce que le niveau de l'inflation et du chômage se stabilise.

– Ainsi les responsables de la politique économique qui s'efforcent de stimuler la croissance doivent impérativement déterminer les types de capitaux dont l'économie a le plus besoin c'est à dire ceux qui génèrent les productivités marginales les plus élevées.

6.3 Recommandations pour l'amélioration de l'investissement public afin d'aboutir à la croissance économique concrète de Madagascar :

L'amélioration de l'investissement public à Madagascar s'articule autour de trois objectifs :

- **Dépenser plus pour ne plus être marginal**

Dépenser plus avec une augmentation de l'investissement public est nécessaire car les besoins de Madagascar sont immenses. Dans ce cas, l'accroissement de la surface financière de l'Etat est impératif qu'il se traduise ou non par de nouveaux investissements dont l'Etat se charge de trouver des financements suffisants aux projets et programmes.

De plus, les dépenses de fonctionnement sont aussi nécessaires pour assurer la rentabilité des projets d'investissements, par exemple, il faut des livres et des enseignants qualifiés pour qu'une école fonctionne dans le processus d'amélioration de l'éducation.

En parallèle, les autorités doivent se rappeler qu'un dollar de financement supplémentaire ne s'est pas traduit historiquement par une augmentation équivalente de l'investissement public. En effet, la capacité d'absorption du budget d'investissement doit être prise en compte.

En outre, il est suggéré de flexibiliser les taux (de régulations) utilisés pour réguler les décaissements en fonction des disponibilités du trésor. Ces taux sont fixes par trimestre pour l'ensemble de la dépense alors qu'il serait possible en principe de les moduler par rapport à certaines priorités. En effet, une trop forte rigidité de régulation ralentit les décaissements sur les projets d'investissement pour financer les ressources internes qui se concentrent sur le dernier trimestre de l'année fiscale et ne peuvent plus être contrôlé efficacement.

- **Dépenser mieux pour éviter les gaspillages**

Le gouvernement doit continuer de résister à la tentation d'augmenter les dépenses sans avoir sûr de la contrepartie des recettes publiques ou des financements extérieurs.

Pour dépenser mieux, l'Etat malgache doit se doter d'outils qui lui permettront de procéder à deux types de choix liés mais pas identiques :

- Déterminer l'allocation sectorielle et géographique des investissements
- Identifier et sélectionner les projets à mettre en œuvre.

L'Etat doit bien gérer le système d'investissement et de bien spécifier vers quels secteurs et à quels zones qui ont plus besoin vont les investissements publics. Et l'administration locale doit suffisamment incitative techniquement sur les projets d'infrastructure à mettre en œuvre.

Une fois que les décisions sur les grandes lignes du budget d'investissement sont prises, il est nécessaire d'identifier, puis de sélectionner les projets les plus importants possibles pour la population. Or, l'administration malgache prépare rarement des études de pré faisabilité et de faisabilité, indépendantes des bailleurs, mais la principale amélioration à faire se trouve certainement dans la sélectivité et les arbitrages entre projets notamment entre différents secteurs.

En effet, les études de faisabilité sont généralement conduites par les bailleurs qui ne procèdent pas non plus à des arbitrages intersectoriels basés sur des critères explicites et n'aident pas l'administration à acquérir cette compétence.

Dans ce cas, il est recommandé de commencer par l'adoption d'une double classification du budget d'investissement dont le premier est par fonction/secteur ce qui permettrait d'identifier et d'informer les priorités du budget d'investissement et la deuxième serait par région ou commune. Ces deux nouvelles classifications ne demanderaient que des efforts limités à l'administration malgache mais constitueraient la première étape vers la mise en place d'une approche programme qui exige du temps.

Le Gouvernement doit se donner les moyens analytiques pour évaluer :

- la part des investissements à effectuer entre infrastructure et services sociaux
- la part des investissements à répartir entre régions et allouer entre nouveaux investissements et entretiens.

Pour chacune de ces décisions, l'étude propose des critères sur la base des expériences internationales qui pourraient aider les autorités malgaches. A titre d'illustration, les pays émergents ont en moyenne investi dans deux projets d'infrastructure pour chaque projet social afin de construire un socle minimal à leurs entreprises et parce que les premiers projets sont plus susceptibles de remplir les caisses de l'Etat et de subventionner les futurs projets sociaux. Le Brésil par exemple a utilisé des règles basées sur les efforts, les capacités et les besoins de chaque région pour déterminer l'allocation géographique de ses dépenses.

Sur la base de l'expérience internationale, dépenser mieux commence d'abord par la bien gérance des budgets au sein du Ministère de Finances tout en développant ensuite trois compétences dont le calcul de la rentabilité associée aux projets ; la projection de leur coût

d'usage et l'évaluation de la capacité du gouvernement à collecter les financements et les rendements. La combinaison de ces trois compétences devrait permettre de sélectionner les projets qui offrent la meilleure productivité marginale avec le coût d'usage est minimisé et qui sont susceptibles de contribuer aux recettes de l'Etat lors de leur mise en œuvre.

De plus, comme les considérations politiques ne peuvent pas être complètement écartées de la gestion du budget d'investissement, il est nécessaire de les inclure explicitement parmi les critères de sélection, notamment pour les projets de taille conséquente.

Enfin, la nécessité de la programmation sur les dépenses de maintenance liées aux nouveaux investissements qui est un élément important de planification à moyen et long-terme de la dépense car un ordre de grandeur indique que pour chaque 100 millions de dollars en nouvelles routes, il faudrait réserver environ 3 millions par an en dépenses d'entretien. Pour le secteur santé, ce ratio devrait être autour de 5 millions par an.

Ainsi, le renforcement des compétences de l'administration malgache doit se faire en étroite collaboration avec les bailleurs de fonds. Aussi, le transfert des outils d'analyse du budget d'investissement devrait être inclus dans la stratégie d'accompagnement des partenaires alors qu'elle a été largement négligée jusqu'à présent à Madagascar. En plus, une telle collaboration devrait aider à l'émergence d'un partenariat entre les services compétents de l'Etat et les bailleurs de fonds tout en facilitant l'alignement du budget sur les priorités du pays.

- **Gérer efficacement pour réduire les fuites et les détournements**

Une attention particulière est donnée à la nécessité de mieux contrôler les fuites et les détournements car les dépenses d'investissement, au vu de leurs montants sont source de tentation. Dans ce sens, il est suggéré de renforcer deux recommandations dans la gestion financière des projets :

- Amélioration des contrôles au niveau de la passation des marchés publics car l'information publiée par l'agence de régulation de marchés publics révèle parfois des incohérences et qui doivent être vérifiées.

- Renforcement des contrôles à posteriori des projets d'investissements par les organes compétents de l'Etat qui sont nombreux mais n'assurent pas vraiment leurs responsabilités dues en partie de moyens limités et en partie du manque de volonté politique comme ce qui se passe à Madagascar. Et le suivi et les contrôles ex post sont des instruments

puissants pour décourager la corruption et améliorer l'efficacité de la politique d'investissement public.

Ces trois objectifs sont liés car l'impact de l'investissement public sur la croissance économique dépendra des montants, de leur allocation et contenu, ainsi que de la capacité de gestion à aligner avec la réalité sur les intentions.

Une partie des dépenses comptabilisées comme des investissements ne servent pas en réalité à acheter des biens de capitaux et le manque d'entretien explique que les stocks existants se dégradent rapidement.

Ainsi, la croissance économique relève d'une potentialité de l'investissement public. On ne peut pas négliger la part de l'investissement public dans la dépense publique et l'Etat malgache subit de nombreuses difficultés pour financer ses dépenses.

Face à l'insuffisance de la capacité de participation des agents économiques aux contributions des activités du gouvernement, l'Etat va s'endetter auprès des bailleurs de fonds (bilatéraux et multilatéraux) pour fonctionner le système. D'où, la politique d'endettement de l'Etat sert surtout à financer les investissements dont les infrastructures publiques.

CONCLUSION

Bref, nous pouvons dire que l'investissement public est en réalité un instrument efficace de la politique économique qui joue des rôles importants pour atteindre la croissance économique dans un PED comme Madagascar si nous ne citons que l'augmentation des quantités de capital mobilisable, amélioration des conditions générale de l'offre des agents privés tout en stimulant leurs activités économiques etc. D'ailleurs, les théoriciens de la croissance endogène dont BARRO, Paul ROMER ont affirmés l'existence de l'externalité positif apporté par l'investissement public en appuyant sur les rôles fondamentaux de l'Etat et le progrès technique dans l'économie pour que la croissance économique naisse de l'intérieur même du pays.

En effet, au niveau de la comptabilité nationale, l'IP peut être représenté par l'agrégat FBCF public faisant partie de l'agrégat PIB qui peut mesurer la croissance économique d'un pays. Celle-ci signifie qu'il existe belle et bien des relations entre l'IP et la croissance économique et la variation de l'IP devrait avoir un impact sur le PIB.

Cependant, dans le cas de l'économie malgache d'après les études suivant le modèle économétrique présenté, la variable IP n'est pas explicatif du PIB c'est à dire l'investissement public n'a pas arrivé à agir positivement voire significativement sur la croissance économique de Madagascar durant la période de 2003 à 2012 malgré les opportunités qui se sont présentés.

Cette situation est due d'une part, par l'insuffisance de montant de l'enveloppe du PIP pour réagir sur le niveau du PIB en comparant à quelques pays africains comme l'Ouganda, le Mozambique. D'autre part, la persistance des facteurs bloquantes de l'IP malgaches dont la première est l'instabilité politique qui entrave le plus l'action des IP à réagir positivement sur la croissance économique suivie de la corruption à but très lucrative qui va modifier le fonds de financement de l'IP. De plus, le problème au niveau de la fiscalité malgache et les insécurités qui règnent dans le pays.

D'où, pour pouvoir évaluer et de ressentir concrètement l'apport de l'investissement public dans le processus de croissance durable et significative, il vaut mieux commencer par stabiliser la politique à Madagascar dans lesquelles toutes les partis prenantes pour cela doivent y contribuer.

Quelques conditions peuvent rendre l'IP efficace comme l'analyse de faisabilité, choix des programmes les plus indispensables pour la population en assurant sa continuité et la bonne gestion des dépenses publiques en augmentant la capacité de financement de l'Etat.

Enfin, nous connaissons bien les potentielles économies de Madagascar qui nécessitent des infrastructures adéquates pour favoriser son exploitation. Alors, la politique d'investissement de l'Etat doit s'orienter vers le domaine le plus indispensable qui affecte le plus la vie de la population dans tous les coins du pays tout en analysant soigneusement sa faisabilité, le montant nécessaire et les contrôles sur son évolution s'il suit ou pas la bonne voie vers la croissance économique.

Malgré son insuffisance, ces infrastructures citées ci-dessus comme les hôpitaux, le Colysée, des terrains de sport etc. sont faites pour l'intérêt supérieur de la vie de la population malgache donc tous les malgaches devront les prendre soin et les protéger pour des générations à venir.

Ainsi, jusqu'à maintenant l'intérêt de la population semble être au second plan des dirigeants à Madagascar et les malgaches attendent toujours pour cette année des élections (2013) quelqu'un capable vraiment de briser le joug de la pauvreté que les malgaches ont endurés durant des longues années.

GLOSSAIRE

Croissance économique : c'est un mouvement ascendant sur une longue période de la production des biens et services soutenue par un accroissement et l'efficienne des facteurs de production.

Croissance endogène : la croissance née de l'intérieure du pays par la collaboration concomitante entre l'institution (Etat) et l'introduction du progrès technique.

Etat : institution chargé de définir l'intérêt collectif et de mettre en œuvre des politiques assurant sa réalisation

Externalité positif : ou économie externe est l'effet positif voire bénéfique apporté par une activité d'un agent économique (émetteur) sur l'activité d'un autre agent (récepteur), ce dernier le profite sans indemnité ou frais.

Investissement public : c'est l'ensemble des investissements fait par l'Etat dans son intervention économique au niveau des quatre secteurs dans l'enveloppe du PIP dont le secteur infrastructure, le secteur social, administratif et productif.

ANNEXE

Tableau de calcul sur la régression du type :

$$\text{Log PIB} = a\text{Log IP} + b$$

Statistiques de la régression	
Coefficient de corrélation $r_{IP ; PIB}$	0,511614721
Coefficient de détermination R^2	0,261749622
Observations	10

ANALYSE DE VARIANCE				
	Degré de liberté	Somme des carrés	Moyenne des carrés	F
Régression	1	0,364872556	0,364872556	2,836431978
Résidus	8	1,029102926	0,128637866	
Total	9	1,393975482		
	Coefficients	Erreur-type	Statistique t	Probabilité
Constante	6,156921923	1,993065932	3,089171222	0,014908259
Variable IP	0,483616923	0,287154286	1,684171006	0,130642925

Limite inférieure pour seuil de confiance = 95%	Limite supérieure pour seuil de confiance = 95%
1,560903645	10,7529402
-0,178562048	1,145795894

Formule du coefficient de corrélation $r_{x,y}$

$$r_{x,y} = \frac{\sum_{t=1}^n (x_t - \bar{x})(y_t - \bar{y})}{\sqrt{\sum_{t=1}^n (x_t - \bar{x})^2} \sqrt{\sum_{t=1}^{10} (y_t - \bar{y})^2}} \quad \text{avec } \bar{x} \text{ la moyenne de } x \text{ et } \bar{y} \text{ la moyenne de } y \text{ et } n : \text{ nombre d'observation}$$

Formule du coefficient de détermination R^2

$$R^2 = \frac{\sum_{t=1}^n (\hat{y}_t - \bar{y})^2}{(y_t - \bar{y})^2} \quad \text{avec } \hat{y} = \hat{a} + \hat{b}x_t \text{ la valeur estimé de } y \text{ et } \hat{a} \text{ et } \hat{b} \text{ sont des coefficients estimés par la methode MCO}$$

Références Bibliographiques

OUVRAGES

1. BARRERE Alain « Economie et institutions financières » Tome I et II, Précis Dalloz, Paris 1965.
2. Bernard Bernier, Yves Simon, « Macroéconomie », tome 2, Dunod
3. Bertonèche M., Teulié J., « Theorie macroéconomique, textes fondamentaux », PUF, 1977.
4. CHARMEIL Claude, « Investissement et croissance économique », Dunod, Paris 1970.
5. Guy HOSMALIN, « Investissement et progrès techniques », Génin
6. LANDAIS Bernard « Leçons de politique budgétaire », De Boeck, Bruxelles 1998.
7. MAZIER Jacques, « La macroéconomie appliquée », PUF, 1978
8. DUHARCOURT P., « La fonction d'investissement », Sirey, 1971
9. ROMER D., (1997), « Macroéconomie Approfondie », Collection Sciences Economiques, Mc Graw Ediscience Internationale.
10. SALIN Pascal, « Macroéconomie », PUF, France 1991.

ARTICLES, REVUE et RAPPORTS

11. RIDORET Didier, « L'investissement public malgré les difficultés, une priorité », journal officiel de la république française, Juillet 2012
12. HOORENS D., CHEVALIER C. « L'enjeu économique et l'investissement public et de son financement », L.G.D.J, 2006
13. FRITSCH Bernard, BALLIGAND Jean-Pierre, « Investissement public local et maîtrise de la dépense publique », Cahiers de la décentralisation, n°10, octobre 2008
14. MASSE Pierre « Croissance économique et ses impératifs », Revue du marché commun N°69, Mai 1966
15. BANQUE MONDIALE « Madagascar : politique budgétaire et investissement public en période d'instabilité politique », rapport principale, septembre 2011
16. Groupe Mendrika, « Promotion de l'investissement public à Madagascar », rapport d'étude, novembre 2006.
17. MEFB, « Programme d'Investissement public 2003-2006 », novembre 2002
18. Ministère d'Etat chargé de l'économie et de l'industrie, « Rapport économique et financier », Octobre 2004-2005-2006-2007-2010, novembre 2008, juillet 2011
19. MEFB, « Revue d'Information Economique (RIE) », N°18, décembre 2004
20. LOI DE FINANCE 2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012

Name and Surname: RAKOTOARIVELO Tahiantsoaniaina Ali-Bernard

Theme: ANALYSIS OF THE IMPACT OF PUBLIC INVESTMENT ON ECONOMIC GROWTH: THE CASE OF MADAGASCAR BETWEEN 2003 AND 2012

Number of pages: 65

Number of tables: 11

Number of figures: 6

Bibliographic reference number: 20

Number of Annex: 1

SUMMARY

During the transition period from 2009 to Madagascar, many infrastructure projects have been inaugurated by the authorities if we cite only hospitals called "Manara-penitra", the "trano mora", the Colosseum of Madagascar, the stadium Maki etc. All these constitute the public investments collected in the Public Investment Program run by the Malagasy State.

However, from analysis and testing to prove the influence of these public investments on Malagasy economic growth between 2003 and 2012, the results have unfortunately shown that these public investments are not significant in explaining economic growth in Madagascar, that is to say no positive effect on economic growth. Indeed, this is due to insufficient amounts share of public investment in Madagascar and several obstacles prevent it from responding to the Malagasy economy starting with the unbearable political instability at the leadership level, the persistence of corruption in lucrative goal that affect the amount of this investment, the organizational problem in taxation and insecurity.

From the explanation of endogenous growth theorists initiated by Barro and Paul Romer, public investment plays important roles to achieve economic growth in developing countries such as Madagascar as the positive externality that will stimulate economic activity in the private and improve their offer hence.

In fact, the Malagasy government has a huge job to do in providing effective solutions for its public investment really affect economic growth.

Keywords: Economic Growth- Growth endogenous - State - Positive externality- Public investment

Supervisor: Professor RAMIARAMANANA Jeannot

Author's address: Lot VF 11 Amparibe Antananarivo 101

Nom et prénoms : RAKOTOARIVELO Tahiantsoaniaina Ali-Bernard

Thème : ANALYSE DE L'IMPACT DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC SUR LA
CROISSANCE ECONOMIQUE : CAS DE MADAGASCAR ENTRE 2003 ET 2012

Nombre de pages : 65

Nombre de tableaux : 11

Nombre de figures : 6

Nombre de références bibliographiques : 20

Nombre d'annexe : 1

RESUME

Durant la période de transition depuis 2009 à Madagascar, beaucoup d'infrastructure ont été inaugurés par les autorités publiques si nous ne citons que des hôpitaux dit « manara-penitra », les « trano mora », le Colysée de Madagascar, le stade Maki etc. Tous ceux-ci constituent ce qu'on appelle l'investissement public recueillis dans le Programme d'Investissement Public dirigé par l'Etat malgache.

Cependant, d'après les analyses et tests permettant de prouver l'influence de ces investissements publics sur la croissance économique malgache entre 2003 et 2012, les résultats ont montrés malheureusement que ces investissements publics ne sont pas significatifs pour expliquer la croissance économique de Madagascar c'est-à-dire aucun influence ou effet positif sur la croissance économique. En effet, cette situation s'explique qu'à part l'insuffisance des montants de l'investissement public à Madagascar, plusieurs obstacles l'empêchent de réagir sur l'économie malgache en commençant par l'instabilité politique insupportable au niveau des dirigeants, la persistance des corruptions à but très lucratifs qui affectent le montant de cet investissement, le problème d'organisation au niveau de la fiscalité et l'insécurité.

Pourtant, l'investissement public joue des rôles importants pour atteindre la croissance économique des PED comme Madagascar d'après l'explication des théoriciens de la croissance endogène initié par Paul ROMER et BARRO comme l'externalité positive qui va stimuler les activités économiques des privés et améliorer leurs conditions d'offre.

D'où, l'Etat malgache a une énorme mission à accomplir en apportant des solutions efficaces pour que son investissement public influence vraiment la croissance économique.

Mots clés : Croissance économique- Croissance endogène- Etat- Externalité positif-
Investissement public

Encadreur : Professeur RAMIARAMANANA Jeannot

Adresse de l'auteur : Lot VF 11 Amparibe Antananarivo 101